

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail -Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA

COMMUNE D'ESSE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work -Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU-ET-AFAMBA DIVISION

ESSE COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ESSE**

**AUTORITÉ CONTRACTANTE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ESSE**

**COMMISSION DE PASSATION DES MARCHÉS**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS DE LA COMMUNE D'ESSE**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT**

**N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026**

**(EN PROCEDURE D'URGENCE)**

**POUR L'EQUIPEMENT DE L'HOTEL DE VILLE DE LA COMMUNE  
D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU  
CENTRE.**

**FINANCEMENT**

**FEICOM / COMMUNE D'ESSE**

**IMPUTATION**

**EXERCICE 2025 ET SUIVANT**

**DELAI D'EXÉCUTION**

**QUATRE VINGT DIX (90) JOURS CALENDAIRES**

**JUIN 2026**

## SOMMAIRE

|   |  |
|---|--|
| <b>Pièce N° 1 : Avis d'appel d'offre .....</b>  |  |
| <b>Pièce N° 2 : Règlement Général de l'avis d'appel d'offre .....</b>   |  |
| <b>Pièce N° 3 : Règlement Particulier de l'avis d'appel d'offre .....</b>   |  |
| <b>Pièce N° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières.....</b>   |  |
| <b>Pièce N° 5 : Cahier des Clauses Techniques Particulières.....</b>  |  |
| <b>Pièce N° 6 : Cadre du Bordereau des prix unitaires.....</b>  |  |
| <b>Pièce N° 7 : Cadre du Détail quantitatif et estimatif.....</b>   |  |
| <b>Pièce N° 8 : Cadre de sous - détail des prix.....</b>  |  |
| <b>Pièce N° 9 : Modèle de la Lettre Commande.....</b>   |  |
| <b>Pièce N° 10 : Formulaires et modèles à fournir.....</b>  |  |
| <b>Pièce N°11 : Le formulaire de la Charte d'Intégrité.....</b>   |  |
| <b>Pièce N°12 : Le formulaire de la Déclaration d'engagement social et Environnemental.....</b>   |  |
| <b>Pièce N°13 : La Liste des établissements bancaires et organismes habilités à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.....</b> |  |
| <b>Pièce N°14 : liste des sites physiques du marché intérieur du bois dans la région du centre....</b>  |  |
| <b>Pièce N°15 : Grille d'évaluation .....</b>   |  |

***Pièce N° 1 : AVIS D'APPEL D'OFFRE***



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail -Patrie

-----  
REGION DU CENTRE

-----  
DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA

-----  
COMMUNE D'ESSE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work -Fatherland

-----  
CENTRE REGION

-----  
MEFOU-ET-AFAMBA DIVISION

-----  
ESSE COUNCIL



**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'ÉQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.**

**FINANCEMENT : FEICOM / COMMUNE D'ESSE**

**Exercice 2026 et suivant.**





### **1. Objet de l'Avis d'Appel d'Offre**

Le Maire de la Commune d'Esse, Maître d'Ouvrage, lance en procédure d'urgence pour le compte de la Commune d'Esse, un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert pour **l'Équipement de l'hôtel de ville de la Commune d'Esse, Département de la Mefou et Afamba, Région du Centre.**

Les caractéristiques techniques dudit mobilier de bureau sont spécifiées dans ce Dossier d'Appel d'Offre National Ouvert.

### **2. Consistance des prestations**

La prestation du présent marché consiste à la fourniture, le transport sous l'entière responsabilité du cocontractant de l'équipement ci-après :

-  **MOBILIER DE BUREAU ET D'ACCUEIL ;**
-  **MATERIEL INFORMATIQUE ET AUDIOVISUEL ;**
-  **INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS ;**
-  **EQUIPEMENT DE SECURITE ET DE CONTROLE.**

### **3. Délai de livraison des prestations**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offre National Ouvert est fixé à **Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

### **4. Allotissement**

Ledit équipement fait l'objet d'un lot unique.

### **5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de **80 000 000 (quatre-vingt millions) francs CFA TTC.**

### **6. Participation**

La participation au présent Avis d'Appel d'Offre National Ouvert est ouverte à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais spécialisées dans le domaine de fourniture en matériel et mobilier de bureau, n'étant pas sous une suspension de soumission par le

Ministère des Marchés Publics et pouvant justifier d'une expérience minimale, sans discontinuité de cinq (05) ans minimums.

## 7. Financement

La prestation objet du présent Avis d'Appel d'Offre est financée par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM).

## 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour ce Dossier d'Appel d'Offre est hors ligne.

## 9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offre

Le dossier de Consultation peut être consulté aux heures ouvrables à la Commune d'Esse auprès du **Chef Service de la SIGAMP** dès publication du présent Avis. **B.P : 01 ESSE, Tél : (237) : 694 27 69 84.**

## 10. Acquisition du Dossier de Consultation

Le dossier peut être obtenu à la Commune d'Esse, auprès du **Chef Service de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics** dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **Cent mille (100 000) francs CFA**, payable à la Recette Municipale d'Esse.

## 11. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous pli fermé à l'hôtel de ville de la Commune d'Esse, au plus tard le **24 JUILLET 2026 à 11 heures**, heure locale, et devra porter la mention suivante :

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'ÉQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.**

**FINANCEMENT : FEICOM / COMMUNE D'ESSE**

***"À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"***

## 12. Cautionnement provisoire

Ce cautionnement est assujéti au cautionnement de timbrage dont le non-respect entraîne le rejet. Les cautionnements émis dans le cadre des marchés sont constitués à 100 % et sont consignés en numéraire à la **Caisse de Dépôt et de Consignation**, qui délivre et transmet à l'établissement financier le récépissé de consignation dès réception de la liasse documentaire.

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DCE, prescrivant le **montant de 1,5%** du coût prévisionnel du marché Toutes Taxes Comprises soit le montant ci-après **1 200 000 (Un million deux cent mille) francs CFA.**

**Cette caution sera délivrée et libérée conformément aux dispositions de la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024**

Valable pendant trente (30) jours au – delà de la date limite initiale de validité des offres. **Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication des résultats.**

**La caution de soumission de l'attributaire du marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fournir le cautionnement définitif requis.**

### **13. Recevabilité des offres**

Sous peine de rejet, Les offres (administratives, techniques et financières) doivent être placées dans trois (03) enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Les pièces Administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur compétent ou une autorité Administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Avis d'Appel d'Offre.

Le dossier Administratif devra comporter les pièces suivantes (les originaux ou les copies certifiées conformes par les services émetteurs compétents et datant de moins de trois mois):

1. La déclaration d'intention de soumissionner datée, timbrée (Fiscal et Communal) et signée (suivant modèle joint) datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres;
2. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres;
3. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun ;
4. Une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **100 000 (Cent mille) francs CFA** non remboursable ;
5. La caution de soumission timbrée, revêtue de la mention manuscrite attestant l'engagement de l'Établissement financier émetteur (suivant modèle joint) d'un montant de **1 200 000 (Un million deux cent mille) francs CFA** pour **L'ÉQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE** d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date de dépôt des offres, établie par une banque de premier ordre (article 90.4 CMP) ;
6. Un récépissé de la **Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC)**.
7. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargée de la régulation(ARMP);
8. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (APS) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse;
9. Une copie certifiée du registre de commerce en cours de validité ;
10. Le plan de localisation timbré (timbre fiscal) ;
11. Attestation d'immatriculation timbrée (timbre fiscal) ;
12. Le Certificat de Conformité Fiscale délivrée par l'Administration Fiscale ;

**Le groupement n'est pas admis.**

Les Offres Technique et Financière devront comporter entre autres les devis descriptif, quantitatif et estimatif remplis conformément aux modèles prévus dans le présent dossier.

Ces offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (**HTVA**) et toutes taxes comprises (**TTC**) et accompagnées de la lettre de soumission timbrée et signée.

#### **14. Ouverture des offres**

L'ouverture des offres aura lieu, le **24 JUILLET 2026** à **12 Heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Esse, dans la **salle des actes de l'Hôtel de Ville** sise à la **Mairie d'ESSE**.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne unique de leur choix dûment mandatée.

#### **15. Délai de réponse des soumissionnaires**

Pour cet Avis d'Appel d'Offre, le délai de réponse est fixé à **VINGT (20) jours** ouvrables aux entreprises désireuses d'y participer à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offre.

#### **16. Critères d'évaluation des offres**

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

##### **A. Critères éliminatoires :**

- Absence ou la non-conformité du cautionnement timbré de soumission à l'ouverture des plis;
- Non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, ou des pièces falsifiées ;
- Non-respect de la note minimale de l'évaluation des critères essentiels supérieure ou égal à 70 % ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Non acceptation des conditions du marché (absence du CCAP et CCTP paraphé sur toutes les pages, daté et signé à la dernière page.

##### **B. Critères essentiels :**

- 1. Reference de l'entreprise ;**
- 2. Présentation générale de l'offre ;**
- 3. conformité du matériel aux spécifications techniques de l'Avis d'Appel d'Offre ;**
- 4. Service après-vente ;**
- 5. Délai de garantie de 6 mois ;**
- 6. Personnel ;**
- 7. Délai de livraison maximal de Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.**

Toute soumission n'ayant pas obtenu un pourcentage cumulé de **70%** de « **OUI** » ne verra pas son offre financière examinée.

#### **17. Attribution**

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui, ayant présenté une offre administrative et technique conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offre et une offre financière évaluée la moins-disante.

Toute offre non présentée en trois (03) volumes sera purement et simplement rejetée ; il en est de même pour toute offre non conforme au Règlement Particulier de l'Avis d'Appel d'Offre (RPAO).

### **18. Signature du Marché**

A l'issue de l'examen des offres de Passation des Marchés et du choix définitif du Prestataire par l'Autorité Contractante, le marché est souscrit par l'Entrepreneur, signée par l'Autorité Contractante et notifiée par le Chef Service du Marché.

### **19. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### **20. Renseignements Complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune d'Esse auprès du Chef Service de la **SIGAMP, B.P : 01 ESSE, Tél : (237) : 694 27 69 84.**

### **21. Additif A l'Avis d'Appel d'Offre**

Le Maire de la Commune d'Esse se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent Avis d'Appel d'Offre.

**NB : TOUT CAS DE TENTATIVE DE CORRUPTION AVEREE OU FAITS DE MAUVAISES PRATIQUES DEVRA ETRE SIGNEE PAR ECRIT ET MESSAGERIE TELEPHONIQUE AU MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS AVEC COPIES AU PRESIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION (CONAC) AUX NUMEROS VERTS SUIVANTS : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 OU CONTACTER LA CONAC AU NUMERO VERT : 1517.**

**Esse le, 26 JUIN 2026  
LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ESSE  
(AUTORITE CONTRACTANTE)**

**Ampliations :**

- FEICOM/CENTRE ;
- ARMP ;
- PREFET/MAF ;
- DDMINMAP/MAF ;
- DDMINEPAT/MAF ;
- Chef Service du Patrimoine de l'Etat/MAF ;
- Président CIPM/ESSE ;
- SIGAMP/ESSE ;
- Affichage / Chrono.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail -Patrie

-----  
REGION DU CENTRE

-----  
DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA

-----  
COMMUNE D'ESSE

-----  
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work -Fatherland

-----  
CENTRE REGION

-----  
MEFOU-ET-AFAMBA DIVISION

-----  
ESSE COUNCIL

-----  
SECRETARIAT GENERAL

### INTERNAL TENDERS BOARD

**NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED IN EMERGENCY PROCEDURE N° 005/ONIT/ COM-ESSE/SG/ISAMPC/2026 FROM THE 26 JUNE 2026 FOR THE SUPPLY OF FURNITURE TO ESSE TOWN HALL, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTRE REGION.**

### **FUNDING: FEICOM AND ESSE COUNCIL BUDGET - 2025 financial year**

#### **1. Purpose**

In the context of the execution of the aforementioned projects, the Mayor of the Commune of Esse, the Contracting Authority, is launching, under an emergency procedure on behalf of the Commune of Esse, an Open National Invitation to Tender for the supply furniture intended for the ESSE Town Hall.

The technical characteristics of the said office furniture are specified in the tender document.

#### **2. Nature of services**

The service relating to this contract consists in the supply, transportation under the sole responsibility of the contracting party of the following furniture:

-  **OFFICE AND RECEPTION FURNITURE ;**
-  **IT AND AUDIOVISUAL EQUIPMENT ;**
-  **FIXTURES AND FITTINGS ;**
-  **SECURITY AND CONTROL EQUIPMENT.**

#### **3. Delivery deadline**

The maximum deadline provided by the Contracting Authority for the delivery of the services relating to this invitation to tender shall be (three) 03 months, with effect from the date of notification of the service order to start the execution of the contract.

#### **4. Lotting**

The said equipment is the subject of a single lot.

#### **5. Estimated cost**

The estimated cost of this service is **CFA F eighty million (80 000 000).**

#### **6. Participation**

Participation in this Invitation to tender is open to national companies specialized in the field of furnishing and cabinet making and capable of showing proof of minimum experience, without interruption for five (05) years.

#### **7. Funding**

The service relating to this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM).

#### **8. Submission method**

The submission method for this tender is offline

#### **9. Consultation of tender file**

The tender file may be consulted during working hours at ESSE Town Hall.

#### **10. Acquisition of Tender Document**

The documents may be obtained from the Esse Municipality, from the Head of the Internal Public Procurement Administrative Management Unit, as soon as this notice is published, upon payment of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**, payable to the Esse Municipal Revenue Office.

#### **11. Submission of Bids**

Each bid drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies labeled as such, should reach sealed at the ESSE Town Hall, latest on **24 JULY 2026 at 11 hours**, local time and should be labeled as follows:

**NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED IN EMERGENCY PROCEDURE N° 005/ONIT/ COM-ESSE/SG/ISAMPC/2026 FROM THE 26 JUNE 2026 FOR THE SUPPLY OF FURNITURE TO ESSE TOWN HALL, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTRE REGION.**

**FUNDING: FEICOM AND ESSE COUNCIL BUDGET - 2025 financial year**

***"To be opened only during the opening session"***

#### **12. Provisional Bid Bond**

Each bidder must include in their administrative documents, a bid bond established and issued by a first rank bank approved by the Ministry in charge of Finance and of which the list features in document 11 of the Invitation to tender (DAO), amounting **CFA F, One million two hundred thousand (1 200 000)** and valid for 30 days beyond the deadline of the validity of bids.

#### **13. Admissibility of Bids**

Each bidder must attach to its administrative documents, a bid bond established by a first-rate bank or a financial institution approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is attached in document No. 12 of the DAO valid for thirty (30) days beyond the validity date of the offers.

Under penalty of rejection, the other administrative documents must imperatively be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or an administrative authority (Prefect, Sub-Prefect, etc.), in accordance with the provisions of the Special Regulations of Call for Tenders. They must be dated less than three (03) months preceding the date of submission of the offers or have been established after the date of signature of the Call for Tenders. Any offer not in accordance with the requirements of this Call for Tenders will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance, as well as failure to comply with the models of the documents in the Call for Tender File, will result in the rejection of the offer.

1. The declaration of intention to bid dated, stamped (Fiscal and Municipal) and signed (according to the attached model) dated less than three (03) months preceding the date of submission of bids;
2. A certificate of non-bankruptcy established by the Court of First Instance dated less than three (03) months preceding the date of submission of bids;
3. A certificate of bank domiciliation of the bidder dated less than three (03) months, issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance of Cameroon;
4. A receipt for the purchase of the Tender File in the amount of **One hundred thousand (100,000) CFA francs** non-refundable;
5. The bid bonds (according to the attached model document No. 10) for the amounts corresponding to each of the **One million two hundred thousand (1 200 000) CFA Francs**, with a validity period of one hundred and twenty (120) days, issued by a first-class bank (article 90.4 CMP);
6. The receipt from the consignment deposit fund;
7. A certificate of non-exclusion from Public Procurement issued by the ARMP and dated less than three (03) months;
8. A certificate issued by the National Social Security Fund (APS) certifying that the bidder has fulfilled its obligations towards said fund;
9. A certified copy of the current business registration certificate;
10. The stamped site plan (tax stamp);
11. The stamped registration certificate (tax stamp);
12. The Tax Compliance Certificate issued by the Tax Administration;

#### **14. Opening of bids**

The opening of bids, which shall be carried out in one phase, shall take place on **24 JULY 2026 at 12 hours**, prompt by the Internal Tenders Board ESSE Council in the Conference Room of Town Hall.

Only bidders or their duly mandated representatives having perfect knowledge of the file shall be called upon to take part in the opening session.

#### **15. Duration and validity of offers.**

Bidders remain bound by their offers for twenty (20) days from the deadline set for the submission of offers.

#### **16. Evaluation criteria for technical bids**

##### ***A. Eliminary criteria:***

- Absence or non-compliance of the stamped bid security at the time of bid opening;
- Failure to submit, within 48 hours of bid opening, any document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
- False statements, or falsified documents;
- Failure to meet the minimum score for the evaluation of essential criteria greater than or equal to 70%;
- Absence of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- Absence of a component of the financial offer (the tender documents, unit prices, bill of quantities);
- Absence of a dated and signed integrity charter;

- Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Non-Acceptance of market conditions (absence CCAP and CCTP initialed on all pages, dates and signed on the last page).

**B. Essential criteria:**

1. General présentation of bid;
2. Compliance of the equipment to the technical specifications of the Invitation to tender;
3. After-sales service;
4. Maximum delivery deadline of two (02) months.

Any submission not having obtained a cumulative percentage of **70%** of « **YES**» shall not have its financial bid examined.

**17. Assignment**

The Contracting Authority shall award the Contract to the Bidder fulfilling the conditions set out in points 34.1 and 34.2 of the Supplementary Regulations.

**18. Contract Signature**

Following the review of the tenders and the final selection of the Service Provider by the Contracting Authority, a Letter of Order is issued by the Contractor, signed by the Contracting Authority, and notified by the Head of the Contracting Department.

**19. Duration of Validity of Bids**

Tenderers shall remain bound by their tenders for **ninety (90) days** from the closing date for the submission of tenders.

**20. Supplementary information**

Additional information can be obtained during working hours at the Town Hall of ESSE. Tel: 695 23 18 13

**21. Addings**

The Mayor of ESSE Council serves right in case of necessity to add quit other useful subsequent modification to the present invitation to tender.

**NB: IN CASE OF A PROVEN ATTEMPT AT CORRUPTION OR MALPRACTICES, THIS MUST BE REPORTED IN WRITING AND BY TELEPHONE TO THE MINISTER DELEGATED TO THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF PUBLIC PROCUREMENT WITH COPIES TO THE PRESIDENT OF THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION (CONAC) AT THE FOLLOWING FREEPHONE NUMBERS: 673 20 57 25/699 37 07 48 OR CONTACT CONAC AT THE FREEPHONE NUMBER: 1517.**

ESSE, the 26 JUNE 2026  
**THE ESSE'S MAYOR**  
**(CONTRACTING AUTHORITY)**

**Ampliations :**

- FEICOM/CENTRE ;
- ARMP ;
- PREFET/MAF ;
- DDMINMAP/MAF ;
- DDMINEPAT/MAF ;
- Chef Service du Patrimoine de l'Etat/MAF ;
- Président CIPM/ESSE ;
- SIGAMP/ESSE ;
- Affichage / Chrono.

**PIÈCE N° 02 : RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'APPEL D'OFFRE (RGAO)**

**TABLE DES MATIERES**

**A. Généralités**

Article 1 : Portée de la soumission

Article 2 : Financement

Article 3 : Fraude et corruption

Article 4 : Candidats admis à concourir

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

Article 7 : Visite du site des travaux

### **B. Dossier de Consultation**

Article 8 : Contenu du Dossier de Consultation

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier de Consultation et recours

Article 10 : Modification du Dossier de Consultation

### **C. Préparation des offres**

Article 11 : Frais de soumission

Article 12 : Langue de l'offre

Article 13 : Documents constituant l'offre

Article 14 : Montant de l'offre

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

Article 16 : Validité des offres

Article 17 : Caution de soumission

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Article 20 : Forme et signature de l'offre

### **D. Dépôt des offres**

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

Article 23 : Offres hors délai

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

### **E. Ouverture des plis et évaluation des offres**

Article 25 : Ouverture des plis et recours

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

Article 30 : Correction des erreurs

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

### **F. Attribution du Marché**

Article 34 : Attribution

Article 35 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux

Article 36 : Notification de l'attribution du marché

Article 37 : Publication des résultats d'attribution

Article 38 : Signature du marché

Article 39 : Cautionnement définitif

## A. Généralités

### Article 1 : Portée de la soumission

**1.1.** Le **Maire de la Commune d'Esse**, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (**RPAO**), ci-après dénommé « **l'Autorité contractante** », lance un gré a gré pour l'équipement de l'hôtel de ville de la Commune d'Esse, décrits dans le Dossier de Consultation et brièvement définis dans le **RPAO**. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le **RPAO**. Il y est fait ci-après référence sous le terme « **FOURNITURES** ».

**1.2.** Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les prestations dans le délai indiqué dans le **RPAO**, et qui court sauf stipulation contraire du **CCAP**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

**1.3.** Dans le présent Dossier de Consultation, les termes « **Maire de la Commune** », « **Maître d'ouvrage** et « **Autorité contractante** » sont interchangeables et le terme « **jour** » désigne un jour calendaire.

### Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisé dans le **RPAO**.

### Article 3 : Fraude et corruption

**3.1.** L'Autorité contractante exige des soumissionnaires et des entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité contractante :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de « **corruption** » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des « **mancœuvres frauduleuses** », quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii.« **Pratiques collusoires** » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv.« **Pratiques coercitives** » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

**3.2.** Le Ministre des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

#### **Article 4 : Candidats admis à concourir**

**4.1.** Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification.

**4.2.** En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après:

**a.** Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;

**b.** Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

**i.** Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

**ii.** Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

**c.** Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

**d.** Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est: **(i)** juridiquement et financièrement autonome, **(ii)** administrée selon les règles du droit commercial et **(iii)** n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité contractante.

#### **Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés**

**5.1.** Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le **RPAO**, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

**5.2.** Aux fins de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « **provenir** » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

#### **Article 6 : Qualification du Soumissionnaire**

**6.1.** Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

**a.** Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire

**b.** Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le **RPAO**, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché. Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

**i.** La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;

**ii.** Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;

**iii.** Les commandes acquises et les marchés attribués ;

**iv.** Les litiges en cours ;

**v.** La disponibilité du matériel indispensable.

**6.2.** Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article **6.1** ci-dessus. Le **RPAO** devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
  - b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement
  - c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le **RPAO**) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;
  - d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis de l'Autorité contractante pour l'exécution du marché ;
  - e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par l'Autorité contractante dans un compte unique. En revanche, chaque entreprise est payée par l'Autorité contractante dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.
- 6.3.** Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le **RPAO**.
- 6.4.** Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article **32** du **RGAO**.

#### **Article 7 : Visite du site des travaux**

- 7.1.** Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
- 7.2.** L'Autorité contractante autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent l'Autorité contractante, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.
- 7.3.** L'Autorité contractante peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'Article **19** du **RGAO**.

#### **B. Dossier d'Appel d'Offre**

##### **Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offre**

- 8.1.** Le Dossier de Consultation décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'Article **10** du **RGAO**, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :
- a. La lettre d'invitation à soumissionner (pour les Appels d'Offres Restreints) ;
  - b. L'Avis d'Appel d'Offres (**AAO**) ;
  - c. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (**RGAO**) ;
  - d. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (**RPAO**) ;
  - e. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (**CCAP**) ;
  - f. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**CCTP**) ;
  - g. Le Cadre du Bordereau des Prix unitaires ;

- h. Le Cadre du Détail quantitatif et estimatif ;
- i. Le Cadre du Sous-Détail des Prix unitaires ;
- j. Le Cadre du planning d'exécution ;
- k. Documents graphiques et autres éléments du dossier technique ;
- l. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
- m. Modèle de lettre de soumission ;
- n. Modèle de caution de soumission ;
- o. Modèle de cautionnement définitif ;
- p. Modèle de caution d'avance de démarrage ;
- q. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie
- r. Modèle de marché ;
- s. Formulaire relatif aux études préalables ;
- t. La liste des banques et organismes financiers de 1er rang agréés par le Ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions.

**8.2.** Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le **DAO**. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

#### **Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et recours**

**9.1.** Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier de Consultation peut en faire la demande à l'Autorité contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité contractante indiquée dans le **RPAO**. L'Autorité contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (**14**) jours pour les (**AON**), et Vingt et un (**21**) jours pour les (**AOI**) avant la date limite de dépôt des offres. Une copie de la réponse de l'Autorité contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier de Consultation.

**9.2.** Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de préqualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès de l'Autorité contractante.

**9.3.** Le recours doit être adressé à l'Autorité contractante avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission. Il doit parvenir à l'Autorité contractante au plus tard quatorze (**14**) jours avant la date d'ouverture des offres.

**9.4.** L'Autorité contractante dispose de cinq (**05**) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

#### **Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offre**

**10.1.** L'Autorité contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier de Consultation en publiant un additif.

**10.2.** Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier de Consultation conformément à l'Article **8.1** du **RGAO** et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier de Consultation. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité contractante par écrit.

**10.3.** Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, L'Autorité contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article **22** du **RGAO**.

## **C. Préparation des offres**

### **Article 11 : Frais de soumission**

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

### **Article 12 : Langue de l'offre**

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

### **Article 13 : Documents constituant l'offre**

**13.1.** L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au **RPAO**, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

#### **a. Volume 1 : Dossier administratif**

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article **17** du **RGAO** ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article **6.1** du **RGAO** ;

#### **b. Volume 2 : Offre technique**

**b.1.** *Les renseignements sur les qualifications* : Le **RPAO** précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du **RPAO**.

**b.2.** *Méthodologie* : Le **RPAO** précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

**b.3.** *Les preuves d'acceptations des conditions du marché* : Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (**CCAP**) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**CCTP**).

**b.4. Commentaires (facultatifs)** Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

### **c. Volume 3 : Offre financière**

Le **RPAO** précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1-) La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;

2-) Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;

3-) Le détail estimatif dûment rempli ;

4-) Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;

5-) L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant. Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier de Consultation, sous réserve des dispositions de l'article 17.2 du **RGAO** concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

**13.2.** Si, conformément aux dispositions des **RPAO**, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

### **Article 14 : Montant de l'offre**

**14.1.** Sauf indication contraire figurant dans le Dossier de Consultation, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1.1 du **RGAO**, sur la base du Bordereau des Prix et du détail quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

**14.2.** Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

**14.3.** Sous réserve de dispositions contraires prévues dans le **RPAO** et au **CCAP**, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

**14.4.** Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

**14.5.** Tous les prix unitaires devront être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8.

### **Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement**

**15.1.** En cas d'Appel d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre devront suivre les dispositions soit de l'**Option A** ou de l'**Option B** ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le **RPAO**.

**15.2. Option A :** le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en en **francs CFA** de la manière suivante :

**a.** Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

**b.** Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

**15.3. Option B :** Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le **RPAO**. Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

**a.** Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité contractante spécifiée aux **RPAO** et dénommée « **monnaie nationale** ».

**b.** Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

**15.4.** L'Autorité contractante peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

**15.5.** Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

**15.6.** Pour les Appels d'Offres Nationaux, la monnaie utilisée est le **franc CFA**.

#### **Article 16 : Validité des offres**

**16.1.** Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité contractante, en application de l'article **22** du **RGAO**. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité contractante comme non conforme.

**16.2.** Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article **17** du **RGAO** sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

**16.3.** Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (**60**) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité contractante adressera au(x) soumissionnaire(s). La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (**60**) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le **CCAP**. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

## **Article 17 : Caution de soumission**

**17.1.** En application de l'article **13** du **RGAO**, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

**17.2.** La caution de soumission ou chèque certifié, sera conforme au modèle présenté dans le Dossier de Consultation ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (**30**) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article **16.2** du **RGAO**.

**17.3.** Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

**17.4.** Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (**15**) jours à compter de la date de publication des résultats.

**17.5.** La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

**17.6.** La caution de soumission peut être saisie :

**a.** Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

**b.** Si, le soumissionnaire retenu :

**i.** Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article **37** du **RGAO**, ou

**ii.** Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article **38** du **RGAO**.

## **Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires**

**18.1.** Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le **RPAO** précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

**18.2.** Excepté dans le cas mentionné à l'article **18.3** ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité contractante telle que décrite dans le Dossier de Consultation, et fournir en outre tous les renseignements dont L'Autorité contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

**18.3.** Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le **RPAO**, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'article 31.2 (g) du **RGAO**.

## **Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres**

**19.1.** A moins que le **RPAO** n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le **RPAO**.

**19.2.** La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

**19.3.** Il est demandé au soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit ou télex, de façon qu'elle parvienne à l'Autorité contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que l'Autorité contractante ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article **19.4** ci-dessous.

**19.4.** Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier de Consultation. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'article **8** du **RGAO** qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article **10** du **RGAO**, et non par le canal du procès-verbal de la réunion préparatoire.

**19.5.** Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

## **Article 20 : Forme et signature de l'offre**

**20.1.** Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article **13** du **RGAO**, en un volume portant clairement l'indication « **ORIGINAL** ». De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les **RPAO**, portant l'indication « **COPIE** ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

**20.2.** L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du **RGAO**, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

**20.3.** L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

## **D. Dépôt des offres**

### **Article 21 : Cachetage et marquage des offres**

**21.1.** Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans trois enveloppes séparées et scellées portant la mention « **ORIGINAL** » et « **COPIE** », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

**21.2.** Les enveloppes intérieures et extérieures :

**a.** Seront adressées à l'Autorité contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

**b.** Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le **RPAO**, et la mention « **A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement** ».

**21.3.** Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions de l'article 23 du **RGAO** ou pour satisfaire les dispositions de l'article 24 du **RGAO**.

**21.4.** Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, l'Autorité contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

#### **Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres**

**22.1.** Les offres doivent être reçues par l'Autorité contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du **RPAO** au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

**22.2.** L'Autorité contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du **RGAO**. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

#### **Article 23 : Offres hors délai**

Toute offre parvenue à l'Autorité contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 22 du **RGAO** sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

#### **Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres**

**24.1.** Un soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du **RGAO**. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention : « **RETRAIT** », « **OFFRE DE REMPLACEMENT** » ou « **MODIFICATION** ».

**24.2.** La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du **RGAO**. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

**24.3.** Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article

**24.4.** Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission.

Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du **RGAO**.

#### **E. Ouverture des plis et évaluation des offres**

##### **Article 25 : Ouverture des plis et recours**

**25.1.** La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le **RPAO**. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

**25.2.** Dans un premier temps, les enveloppes marquées « **RETRAIT** » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « **OFFRE DE REMPLACEMENT** » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « **MODIFICATION** » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

**25.3.** Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [*en cas d'ouverture des offres financières*] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

**25.4.** Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du **RGAO**) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

**25.5.** Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

**25.6.** A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'**ARMP**, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

**25.7.** En cas de recours, tel que prévu par le code des marchés publics, il doit être dressé au Comité de l'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la Commission de passation des marchés, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (**03**) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés. L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

## **Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure**

**26.1.** Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

**26.2.** Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres à l'Autorité contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

**26.3.** Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

### **Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante**

**27.1.** Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 29 du **RGAO**.

**27.2.** Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

### **Article 28 : Détermination de la conformité des offres**

**28.1.** La Sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

**28.2.** La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Consultation en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

**28.3.** Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier de Consultation est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier de Consultation, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier de Consultation, les droits à l'Autorité contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier de Consultation.

**28.4.** Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

**28.5.** L'Autorité contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier de Consultation ne doivent pas être prises en compte lors de l'évaluation des offres.

### **Article 29 : Qualification du soumissionnaire**

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier de Consultation, satisfait aux critères de

qualification stipulés à l'article 6 du **RPAO**. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

### **Article 30 : Correction des erreurs**

**30.1.** La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier de Consultation pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

**a.** S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

**b.** Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

**c.** S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

**30.2.** Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

**30.3.** Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

### **Article 31 : Conversion en une seule monnaie**

**31.1.** Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la Sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en **francs CFA**.

**31.2.** La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (**BEAC**), dans les conditions définies par le **RPAO**.

### **Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier**

**32.1.** Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du **RGAO**, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

**32.2.** En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

**a.** En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du **RGAO**;

**b.** En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le **RPAO** ;

**c.** En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du **RGAO**

**d.** En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;

**e.** En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le **RPAO** ;

f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du **RGAO** et du **RPAO**, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots ;

g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du **RPAO** et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l'Autorité contractante dans le **RPAO**.

**32.3.** L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les **CCAG** et **CCAP**, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

**32.4.** Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de l'Autorité contractante des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission d'analyse peut à partir du sous-détail de prix fourni par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité contractante peut rejeter ladite offre.

### **Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux**

Si cette disposition est mentionnée dans le **RPAO**, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

## **F. Attribution du Marché**

### **Article 34 : Attribution**

**34.1.** L'Autorité contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier de Consultation et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

**34.2.** Si, selon l'article 13.2 du **RGAO**, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

### **Article 35 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux**

L'Autorité contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du Ministre des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

### **Article 36 : Notification de l'attribution du marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le **RPAO**, l'Autorité contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que l'Autorité contractante paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

### **Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours**

**37.1.** L'Autorité contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

**37.2.** L'Autorité contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

**37.3.** Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics.

**37.4.** En cas de recours, tel que prévu par le code des marchés publics, il doit être dressé au Comité de l'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la Commission de passation des marchés, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

### **Article 38 : Signature du marché**

**38.1.** Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés et le cas échéant à la Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés compétente, pour adoption.

**38.2.** L'Autorité contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

**38.3.** Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

### **Article 39 : Cautionnement définitif**

**39.1.** Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité contractante, l'entrepreneur fournira à l'Autorité contractante un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le **RPAO**, conformément au modèle fourni dans le Dossier de Consultation.

**39.2.** Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit de l'Autorité contractante ou par une caution personnelle et solidaire.

**39.3.** Les petites et moyennes entreprises (**PME**) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

**39.4.** L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le **CCAG**.

**PIÈCE N° 03 : RÈGLEMENT PARTICULIER DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES  
(RPAO)**

| Références du RPAO | Généralités  |
|--------------------|--|
| 1.1                | <p>Définition des fournitures : les fournitures dont il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ MOBILIER DE BUREAU ET D'ACCUEIL ;</li> <li>✚ MATERIEL INFORMATIQUE ET AUDIOVISUEL ;</li> <li>✚ INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS ;</li> <li>✚ EQUIPEMENT DE SECURITE ET DE CONTROLE.</li> </ul> <p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Le Maire de la Commune d'Esse, département de la MEFOU-ET-AFAMBA, Région du CENTRE.<br/> Référence de L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'ÉQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.</p> |
| 1.2.               | Délai de livraison : quatre-vingt-dix (90) jours calendaires   |
| 1.3.               | Nom et adresse du Maitre d'Ouvrage : Le Maire de la Commune d'Esse, Département de la MEFOU-ET-AFAMBA, Région du CENTRE.   |
| 2.1.               | Source de financement : BUDGET DU FEICOM, exercice 2025 et suivant   |
| 6.1                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualification du soumissionnaire</li> <li>- Les références du fournisseur ;</li> <li>- La garantie des fournitures ;</li> <li>- Le service après-vente ;</li> <li>- La capacité financière ou chiffre d'affaires ;</li> <li>- La conformité aux spécifications techniques ;</li> <li>- La caution de soumission ;</li> <li>- La Conformité au modèle de soumission ;</li> <li>- Les déclarations authentiques.</li> </ul>   |
| 11.1               | Langue de l'Offre : Français ou anglais  |
| 12.1               | La liste des documents sur la qualification visée à l'article 12 du RGAO devra être complétée et regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :   |

## **Enveloppe A - Volume 1. : dossier administratif**

### **Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :**

1. La déclaration d'intention de soumissionner datée, timbrée (Fiscal et Communal) et signée (suivant modèle joint) datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres;
  2. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres;
  3. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun ;
  4. Une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **100 000 (Cent mille) francs CFA** non remboursable ;
  5. La caution de soumission timbrée, revêtue de la mention manuscrite attestant l'engagement de l'Établissement financier émetteur (suivant modèle joint) d'un montant de **1 200 000 (Un million deux cent mille) francs CFA** pour **L'ÉQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE** d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date de dépôt des offres, établie par une banque de premier ordre (article 90.4 CMP) ;
  6. Un récépissé de la **Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC)**.
  7. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargée de la régulation (ARMP) ;
  8. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (APS) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse ;
  9. Une copie certifiée du registre de commerce en cours de validité ;
  10. Le plan de localisation timbré (timbre fiscal) ;
  11. Attestation d'immatriculation timbrée (timbre fiscal) ;
  12. Le Certificat de Conformité Fiscale délivrée par l'Administration Fiscale ;
- le groupement n'est pas admis.**

## **Enveloppe B - Volume 2 : Offre technique**

### **b.1. Propositions techniques**

#### **Personnel d'encadrement technique**

**L'entreprise devra avoir, ou s'être engagée à embaucher avant le début des prestations, le personnel technique compétent nécessaire, à savoir :**

- **Un Menuisier titulaire d'un BAC en Ebénisterie (joindre le curriculum vitae signé et daté par le candidat, une copie certifiée conforme du Diplôme et une attestation de disponibilité).**
- **Electrotechnicien BAC+2, Il devra être titulaire du diplôme de Technicien en électrotechnique (joindre le curriculum vitae signé et daté par le candidat, et une Attestation de disponibilité).**
- **Un Frigoriste Il devra être titulaire du diplôme de brevet professionnel en monteur et dépanneur en froid et climatisation (joindre le curriculum vitae signé et daté par le candidat, et une Attestation de disponibilité).**

#### **Références de l'entreprise dans le domaine**

**L'entreprise devra fournir une référence générale (première et dernière page des contrats et les procès-verbaux de réception provisoire ou définitif) et une référence**

|  |  |
|--|--|
|  | <p>similaire qui justifie la réalisation des marchés similaires tels qu'il est décrit dans le Dossier de d'Avis d'Appel d'Offre ; avec un cumul de 35 millions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>La conformité aux spécifications techniques ;</b></li> <li>- <b>Le service après-vente ;</b></li> <li>- <b>Le délai de livraison : quatre-vingt-dix (90) jours ;</b></li> <li>- <b>La capacité financière de 25 millions FCFA ;</b></li> </ul> <p><b>b.2. Les preuves d'acceptation des conditions du marché ;</b><br/> <b>Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents aux caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. <b>Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;</b></li> <li>b. <b>Les Spécifications Techniques (ST).</b></li> </ul> <p><b><u>Enveloppe C. Volume 3 : Offre financière</u></b><br/> <b>Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations à savoir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c.1. <b>La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;</b></li> <li>c.2. <b>Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;</b></li> <li>c.3. <b>Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;</b></li> <li>c.4. <b>Le Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires</b></li> </ul> <p><b>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier de Consultation, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.</b><br/> <b>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</b></p> |
| <b>Prix et monnaie de l'offre</b>      |  |
| <b>13.2.</b>                           | <b>Les prix du marché ne sont pas révisables.</b>  |
| <b>15.2. et 15.3</b>                   | <b>Le FRANC CFA</b>  |
| <b>Préparation et dépôt des Offres</b> |  |
| <b>19.1</b>                            | <b>Montant de la caution de soumission : un million deux cent mille (1 200 000 F CFA)</b>  |
| <b>Période de validité des Offres</b>  |  |
| <b>20.1</b>                            | <b>La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.</b>   |
| <b>22.1.</b>                           | <b>Nombre de copies de l'Offre qui doivent être remplies et envoyées : sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies.</b>   |
| <b>22.2.</b>                           | <b>Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Le Maire de la Commune d'Esse, département de la MEFOU-ET-AFAMBA, Région DU CENTRE.</b><br><b>Référence de l'Avis d'Appel d'Offre National Ouvert N° 005/AONO/C-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026</b>   |

|                              |   |
|------------------------------|---|
| 23.1.                        | Date et heure limites de dépôt des offres : au plus tard le 24 JUILLET 2026 à 11 heures, heure locale.  |
| 26.1.                        | Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : le 24 JUILLET 2026 à 12 heures, heure locale, à la Salle de réunion de l'hôtel de Ville de la Commune d'Esse.   |
| <b>Attribution du marché</b> |   |
| 35.3                         | Toute attribution des marchés de fournitures se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires et présentant l'Offre évaluée la moins distante.   |
| 43.1 et<br>43.2              | <p>Le soumissionnaire retenu produira pour l'ensemble des fournitures, une caution définitive fixée à 1,5% du montant TTC prévu pour ce marché.</p> <p>Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché auprès d'un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances.</p> <p>Le cautionnement définitif ne sera restitué qu'après réception générale des équipements.</p> |

**PIÈCE N° 04 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

## SOMMAIRE C.C.A.P

### **Chapitre I: Généralités** .....

|            |   |
|------------|---|
| Article 1  | : Objet du marché. ....                                       |
| Article 2  | : Procédure de Passation du Marché .....                      |
| Article 3  | : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété). .... |
| Article 4  | : Langue, loi et réglementation applicables .....             |
| Article 5  | : Normes (CCAG Article 3 Complété). ....                      |
| Article 6  | : Pièces constitutives du Marché (CCAG Article 9). ....       |
| Article 7  | : Textes généraux applicables .....                           |
| Article 8  | : Communication (CCAG Article 6 complété). ....               |
| Article 9  | : Ordres de service (CCAG Article 8). ....                    |
| Article 10 | : Matériel et personnel du fournisseur. ....                  |

### **Chapitre II: Clauses Financières** .....

|            |  |
|------------|--|
| Article 11 | : Garanties et cautions (CCAG Articles 21 et 40). ....           |
| Article 12 | : Montant du marché. ....  |
| Article 13 | : Lieu et mode de paiement .....                                 |
| Article 14 | : Variation des prix (CCAG Article 17). ....                     |
| Article 15 | : Avances (CCAG Article 21).. ....                               |
| Article 16 | : Paiement (CCAG Article 19 complété).. ....                     |
| Article 17 | : Intérêts moratoires (CCAG Article 20).. ....                   |
| Article 18 | : Pénalités de retard (CCAG Article 34 complété). ....           |
| Article 19 | : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10) ... ..             |
| Article 20 | : Timbres et enregistrement des Marchés (CCAG Article 11).. .... |

### **Chapitre III : Exécution des prestations.**

|             |   |
|-------------|---|
| Article 21  | : Brevet (CCAG complété).. ....                                 |
| Article 22. | : Lieu et délai de livraison (CCAG Articles 31 et 33.1).. ....  |
| Article 23  | : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété). .... |
| Article 24  | : Transport et assurances (CCAG Article 31). ....               |
| Article 25  | : Service après-vente et consommables (CCAG Article 14). ....   |

### **Chapitre IV: De la réception.**

|            |   |
|------------|---|
| Article 26 | Documents à fournir avant la réception technique : (CCAG Article 41 Complété). .... |
| Article 27 | : Réception provisoire (CCAG Articles 40 et 41). ....                               |

Article 29 : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété) .....

Article 30 : Réception définitive (CCAG Article 48) .....

**Chapitre V: Dispositions diverses** .....

Article 31 : Résiliation du marché (CCAG Article 57) .....

Article 32 : Cas de force majeure (CCAG Article 56) .....

Article 33 : Différends et litiges (CCAG Article 61) .....

Article 34 : Edition et diffusion du présent marché .....

Article 35 et dernier : Entrée en vigueur du marché. ....

## **CHAPITRE I : GENERALITES**

### **Article 1<sup>ER</sup> : Objet du Marche**

#### 1.1- Objet du marché :

Le présent Avis d'Appel d'Offre a pour objet l'équipement de l'hôtel de ville de la Commune d'Esse.

La livraison et l'installation des équipements se feront à l'hôtel de ville de la Commune d'Esse suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du présent Dossier de Consultation et les quantités définies dans le devis estimatif.

#### 1.2- Consistance de la prestation :

La prestation du présent marché consiste à la livraison à la Commune d'Esse, des Bureaux, des fauteuils, des armoires de rangement, des salles de conférences et d'accueil ou de réception et des classeurs.

### **Article 2 : Procédure de Passation du Marché**

Le marché est passé après Avis d'Appel d'Offre National Ouvert N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026

### **Article 3 : Définitions et Attributions**

#### 3.1 Définitions générales :

- L'Autorité Contractante est : Maire de la Commune d'Esse, il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des Marchés Publics et à l'Organisme de Régulation.
- l'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation des travaux est : le Ministre en charge des Marché Publics ;
- l'Organisme Payeur est le FEICOM ;
- Le Maître d'Ouvrage est : le Maire de la Commune d'Esse, il représente l'Administration bénéficiaire des prestations ;
- Le Chef de Service du Marché est : .....
- L'Ingénieur du Marché est le Chef de Service Départemental du Patrimoine de l'Etat de la MEFOU-ET-AFAMBA.
- le Fournisseur est le Cocontractant.

#### 3.2. Nantissement

Le présent marché, peut être donné en nantissement sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements : le Maire de la Commune d'Esse ;
- l'Autorité chargée de la liquidation des dépenses : le Directeur Général du FEICOM ;
- Le Responsable chargé du paiement est : l'Agent Comptable du FEICOM ;
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est : le Maire de la Commune d'Esse.

### **Article 4 : Langue, Lois et Règlements applicables**

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, en vigueur en République du

Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### **Article 5 : Normes**

- 5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les Spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.
- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la technologie la plus récente.

### **Article 6 : Pièces Contractuelles Constitutives du Marché**

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité énumérées comme suit :

- La lettre de soumission du prestataire ou l'acte d'engagement ;
- La soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au cahier des spécifications techniques ci-dessous visés ;
- Le cahier de clauses administratives particulières ;
- Les spécifications techniques (ST) et/ou le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les éléments propres à la détermination du montant du marché tels que par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires, l'état des prix forfaitaires le détail ou le devis estimatif, la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous détail des prix unitaires ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par l'arrêté n°033/cab/pm du 13 février 2007 ;
- Le ou les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

### **Article 7 : Textes Généraux applicables au présent Marché**

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après:

- 1) La loi cadre N° 96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
- 2) La loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat ;
- 3) La Loi n°2025/012 du 17 décembre 2025 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 ;
- 4) Le Code minier ;
- 5) Les textes régissant les corps de métier ;
- 6) Le Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (et ses différents textes d'application) modifié et complété par le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
- 7) Le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses différents textes d'application ;
- 8) Le Décret n° 2012 /074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions des Marchés modifié et complété par le Décret N° 2013/271 du 05 août 2013 ;
- 9) La circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
- 10) La **Circulaire N°0001877/C/MINFI 31/12/2025** portant instructions relatives à l'Exécution des Lois

de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2026 ;

- 11) **Annexe 2 de la Circulaire N°0001877/C/MINFI 31/12/2025** portant instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2026 ;
- 12) Les DTU pour la livraison des équipements de bureau ;
- 13) Les normes en vigueur ;
- 14) La lettre d'accord de financement **25/N°6688/L/FEICOM/DG/DIPDCTD/SDPAFP du 28 juillet 2025.**
- 15) D'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.

## **Article 8: Communication**

8.1. Toutes communications au titre du présent Marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après:

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire, Madame/Monsieur le Directeur de..... ;
- b. Passé le délai de 15 jours fixés à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au maître d'ouvrage et au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie D'ESSE, lieu dont relèvent les Prestations.
- c. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire, Monsieur le Maire de la Commune d'Esse, avec copie adressée dans les mêmes délais, à l'Autorité Contractante, au Chef de service, au maître d'œuvre, à l'ingénieur et à l'Organisme Payeur.
- d. Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire : Monsieur le Maire de la Commune d'Esse, avec copie adressée dans les mêmes délais, à l'Autorité Contractante, au Chef de service, au maître d'œuvre, à l'ingénieur et à l'Organisme Payeur.

8.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie à l'Autorité Contractante, au Chef de Service et à l'Organisme Payeur.

## **Article 9: Ordres de service**

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de commencer les prestations sont signé par l'Autorité Contractante et notifié au Cocontractant par le Maître d'Ouvrage avec copie au Chef de Service des Marchés, à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre (le cas échéant), à l'Organisme Payeur et au MINMAP.
- 9.2. Sur proposition du Maître d'Ouvrage, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie à l'Autorité Contractante, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, au Maître d'œuvre et à l'Organisme Payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur avec copie à l'Autorité Contractante et à l'Organisme Payeur.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur et à au Maître d'œuvre (le cas échéant), à l'Organisme Payeur et au MINMAP.
- 9.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre

cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition du Maître d'Ouvrage après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur avec copie à l'Organisme Payeur et au MINMAP.

### **Article 10: Matériel et personnel du Fournisseur**

- 10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'Offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le fournisseur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (05) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 34 ci-dessous ou l'application de pénalités.

## **CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES**

### **Article 11 : Garanties et Cautions**

#### 11.1. Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à 1,5% du montant TTC prévu pour ce marché.

Il est constitué et transmis au Chef de Service du Marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception des prestations à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

#### 11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC du marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande de l'entrepreneur.

**Conformément à la Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, toute la caution de retenue de garantie devra être établie par un Etablissement financier agréé (banques ou assurances) par le Ministère chargé des finances et accompagnées impérativement du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC).**

**Les originaux de la caution de retenue de garantie et du récépissé de consignation seront conservés par le Responsable en charge des paiements prévue dans le présent contrat.**

### **Article 12 : Montant du Marché**

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de .....(en chiffres) ..... (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit:

- Montant HTVA: \_\_\_\_\_ FCFA
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ FCFA
- Net à percevoir = HTVA - (AIR)

### **Article 13 : Lieu et Mode de Paiement**

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du fournisseur à la banque \_\_\_\_\_.

### **Article 14 : Variation des Prix**

Les prix sont fermes et non révisables.

### **Article 15: Avances**

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage sur ce Marché.

### **Article 16: Paiement**

16.1. Le paiement du présent marché se fera sur présentation d'une facture en sept (07) exemplaires dont un original timbré accompagné du dossier fiscal complet de l'entreprise adjudicataire.

16.2. Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire de l'entreprise adjudicataire du marché ouvert dans les livres \_\_\_\_\_ sous le n° \_\_\_\_\_.

### **Article 17: Intérêts Moratoires**

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l'article 88 du Décret n°2004/275 du 24 Septembre 2004 portant Code des Marchés Publics.

### **Article 18: Pénalités**

#### **A-Pénalités de retard**

##### **18.1. Primes**

- Aucune prime ne sera versée en cas de livraison avant délai.

##### **18.2. Pénalités**

A défaut pour le Cocontractant de terminer les livraisons dans le délai contractuel, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire versée à l'ARMP à :

- 1/2000<sup>ème</sup> du montant global du marché de base et de ses avenants éventuels du 1<sup>er</sup> au 30<sup>ème</sup> jour ;
- 1/1000<sup>ème</sup> au-delà du 30<sup>ème</sup> jour du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

**18.3.** Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

#### **B-Pénalités Spécifiques**

Le montant cumulé des pénalités spécifiques est limité à cinq pour cent (5%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

18.4 Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;

### **Article 19: Régime Fiscal et Douanier**

Conformément au Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics, la fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

Des impôts et taxes relatifs aux bénéficiaires industriels et commerciaux y compris l'AIR qui constitue un précompte de l'impôt sur les sociétés ;

Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;

Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du Code des Impôts.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

### **Article 20: Timbres et Enregistrement des Marchés**

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur conformément à la réglementation en vigueur.

## **CHAPITRE III: EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Article 21: Brevet**

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

### **Article 22: Lieu et Délai de livraison**

22.1. La livraison et l'installation des équipements se feront à l'hôtel de ville D'ESSE.

22.2. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offre est de deux (02) mois.

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

### **Article 23: Rôles et responsabilités du fournisseur**

Le fournisseur a pour mission d'assurer les fournitures définies suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques du Dossier de Consultation tels que décrits dans le devis technique, sous le contrôle de l'Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

### **Article 24: Transport et assurances**

#### **24.1. Emballage pour le transport**

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

#### **24.2. Assurance**

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

## **CHAPITRE IV: DE LA RECEPTION**

### **Article 25 : Documents à fournir avant la réception technique**

Le fournisseur devra dans un délai de 10 jours au moins avant la réception transmettre les documents suivants:

- copie de la facture décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- la notification de la livraison.

### **Article 26 : Réception provisoire**

26.1 La réception des fournitures, objet du présent marché sera effectuée au lieu de livraison indiqué ci-dessus en présence du prestataire.

26.2 Pour éviter toute contestation, le prestataire demandera cette réception par lettre avec accusé de réception, adressée au Maire de la Commune d'Esse avant la date à laquelle il estime terminer les livraisons.

**La Commission de réception sera composée des membres suivants à titre indicatif :**

1. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant – **Président** ;
2. Le Directeur Général du FEICOM ou son représentant, **Membre** ;
3. Le Délégué Départemental des Marchés Publics de la MEFOU-ET-AFAMBA ou son représentant, **Observateur** ;
4. Le Sous-Directeur du Développement des Collectivités Territoriales Décentralisées du FEICOM/Centre ou son représentant, **Membre** ;
5. Le Chef de Service du Marché, **Membre** ;
6. L'Ingénieur du marché, **Rapporteur** ;
7. Le Comptable-Matières de la Commune d'Esse, **Membre** ;
8. Un membre désigné par le Maire en raison de son expertise dans les livraisons d'équipement, notamment pour les matériels informatiques, électriques et électroniques, **Membre**.
9. Le Fournisseur, **Observateur**.

26.3 Il sera rédigé un procès-verbal de réception provisoire signé de tous les membres.

### **Article 27 : Période de garantie**

La période de garantie est de six (06) mois à compter de la date de livraison du matériel électrique, informatique et électronique.

### **Article 28 : Réception définitive**

Sans objet.

## **CHAPITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 29 : Résiliation du Marché**

Le marché peut être résilié comme prévu à la section III Titre IV du Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de:

- retard de plus de dix (10) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de dix(10) jours calendaires;
- retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations;
- refus de la reprise des prestations non conformes;
- défaillance du fournisseur;
- non-paiement persistant des prestations

### **Article 30: Cas de force majeure**

Le Maître d'Ouvrage est seul habilité à invoquer les cas de force majeure, conformément à l'Article 56 du CCAG applicable aux Marchés Publics de Fournitures.

### **Article 31: Différends et Litiges**

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions compétentes camerounaises.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

**Article 32 : Edition et Diffusion du présent marché**

Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du fournisseur et fournis à l'autorité contractante.

**Article 33 et Dernier: Entrée En Vigueur du Marché**

Le présent marché ne deviendra valide qu'après sa signature par le Maire de la Commune d'Esse et entrera en vigueur dès sa notification au prestataire.

## **PIÈCE N° 05 : SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES**

## **SOMMAIRE C.C.T.P**

|                    |                                    |
|--------------------|------------------------------------|
| <b>Article 1 :</b> | <b>Objet du Marché</b>             |
| <b>Article 2 :</b> | <b>Consistance des prestations</b> |
| <b>Article 3 :</b> | <b>Transport</b>                   |
| <b>Article 4 :</b> | <b>Lieu et délai de livraison</b>  |
| <b>Article 5 :</b> | <b>Réception des prestations</b>   |
| <b>Article 6 :</b> | <b>Garantie du matériel</b>        |
| <b>Article 7 :</b> | <b>Spécifications techniques</b>   |

## **Article 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Le présent Avis d'Appel d'Offre a pour objet l'équipement de l'hôtel de ville D'ESSE.

## **Article 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les prestations consistent à la livraison et l'installation des équipements à l'hôtel de ville D'ESSE.

## **Article 3 : TRANSPORT, MONTAGE ET INSTALLATION**

Le transport des fournitures est assuré par le prestataire jusqu'au lieu de livraison. Les risques de toute nature liés à cette opération sont couverts par lui.

Il doit en outre assurer le montage et l'installation des meubles sur le site de livraison.

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures soient protégées par un emballage soigné et approprié au mode de transport choisi. Toute fourniture jugée non conforme lors de la livraison devra être remplacée à ses frais.

## **Article 4 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON**

### **4.1. *Lieu de livraison***

Les prestations objet du présent Marché sont livrées à l'hôtel de ville de la Commune d'Esse.

### **4.2. *Délai de livraison***

Le délai maximum de livraison des prestations est fixé à Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du Marché.

Il revient au prestataire de proposer dans son offre un calendrier de livraison compatible avec le délai sus-indiqué.

## **Article 5 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

### **5.1. *Actions préalables à l'attribution***

***La Commission et le Maître d'ouvrage avant la réception provisoire doivent impérativement effectuer une descente en vue de procéder à une pré-réception technique des équipements à livrer.***

### **5.2 *la réception***

La réception pourra être précédée d'une validation préalable par un Expert désigné par le Maire de la Commune d'Esse sur la qualité des matériaux employés (essences de bois, bois stabilisé et lamellé collé) et de modèle fini de chaque type de meuble.

### **5.3. *Lieu de la réception***

La réception des fournitures aura lieu à la l'Hôtel de ville D'ESSE.

### **5.4. *Attributions de la commission de réception***

La commission de réception vérifiera que le mobilier livré est conforme aux prescriptions du présent DCE et décidera s'il y a lieu ou non de prononcer la réception.

En cas de conformité du mobilier, la commission prononcera la réception. Il sera alors dressé un procès-verbal de réception signé par les membres de la commission de réception et par le prestataire séance tenante.

En cas de non-conformité du mobilier, le prestataire sera invité à remplacer le matériel non conforme. Un procès-verbal sanctionnant la non-conformité sera dressé et signé par tous les membres de la commission de réception et par le prestataire.

En tout état de cause, dans le cas d'espèce, le contrat est régi par le chapitre III du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés des fournitures et services passés au nom de l'Etat.

### **Article 6 : GARANTIE DU MOBILIER**

Le fournisseur garantit que le mobilier de bureau livré dans le cadre du présent Avis d'Appel d'Offre est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent, et inclue les dernières améliorations.

Il garantit en outre que ce mobilier ne subira aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre, ou tout autre acte ou omission du fournisseur survenant pendant l'utilisation normale dans les conditions prévalant au Cameroun.

Cette garantie couvre tous les vices de fabrication ou de fonctionnement non décelables aux essais normaux, et comporte en outre, le remplacement des pièces défectueuses. Les cas d'usure normale et les détériorations imputables à de fausses manœuvres ou à des fautes de manipulation ou d'entretien ne sont pas garantis.

Le délai de garantie est fixé à six (06) mois à compter de la réception du mobilier.

### **Article 7 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS**

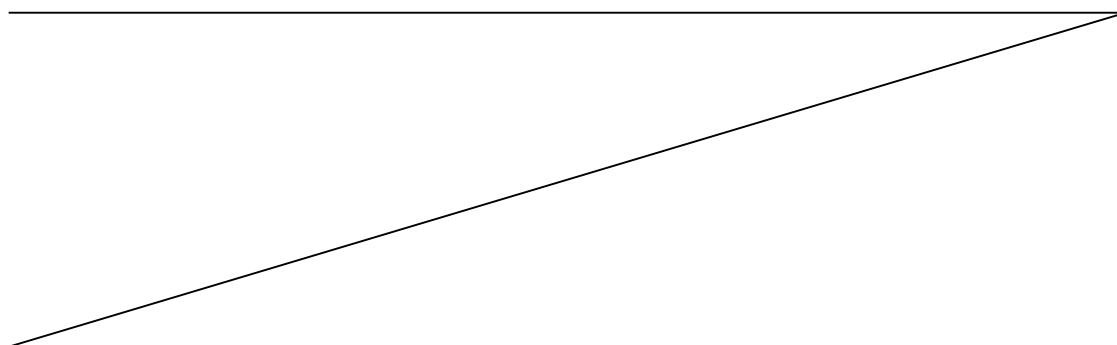
Les spécifications techniques exigées et dont la non-conformité entraînera l'élimination de l'offre en cause sont celles ci-dessous :

| <b>N° PRIX</b> | <b>DESIGNATION DES TRAVAUX</b>  | <b>QTES MARCHÉ</b> |
|----------------|---|--------------------|
| <b>LOT 1</b>   | <b>CABINET DU MAIRE</b>   |                    |
| 101            | Bureau Directeur prestige 2,25X1,06X0,75M IROKO ou similaire AVEC RETOUR 1,10X0,50X0,70M AVEC 2 OUVERTURES COULISSANTE PLATEAU ET VOILE EN BOIS MASSIF LAMELLE-COLLE SAPELLI PIETINEMENT INTEGRE EN PANNEAU LAQUE DE MARRON FONCE + CAISSON DE 03 TIROIRS | 1                  |
| 102            | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES (CONFORT HOUSE)   | 1                  |
| 103            | CLASSEUR DE RANGEMENT 2 GRANDS BATTANTS ET 2 PETITS BATTANTS + 2 ETAGES AR-535B BOIS IROKO  | 1                  |
| 104            | SALON EN CUIR REMBOUREE 100% 6 PLACES 3+1+2 Couleur au choix du Maitre d'Ouvrage y compris moquette et guéridon de 0,60x0,90  | 1                  |
| 105            | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 55" y compris meuble TV   | 1                  |
| 106            | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | 1                  |
| 107            | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER   | 1                  |
| 108            | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS  | 2                  |
| 109            | CAFETIERE ELECTRIQUE 2L 1000W NOIRE   | 1                  |
| 110            | REFRIGERATEUR GIC-131-SLQ 90L GRIS  | 1                  |
| 111            | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD   | 1                  |
| <b>LOT 2</b>   | <b>SECRETARIAT PARTICULIER ET SALLE D'ATTENTE DU MAIRE</b>  |                    |
| 201            | Fourniture et pose d'un salon 100% cuir 3+2+1+1 "A43" clr couleur au choix du maitre d'ouvrage y compris guéridon de 0,60x0,90 ( <b>salle d'attente</b> )   | 1                  |
| 202            | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 43" y compris meuble TV   | 1                  |
| 203            | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | 1                  |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX  | QTES MARCHE |
|--------------|--|-------------|
| 204          | CHAISE SECRETAIRE C34 ROULANTE EN TISSU GRILLAGE NOIR DOS HAUT + ACCOUDOIRS PVC  | 1           |
| 205          | BUREAU SECRETAIRE 160X80X76CM MARRON REF:B6F16+BF03 SFP/CARL/00023/2C <b>(AU SECRETARIAT)</b> BOIS IROKO ou similaire  | 1           |
| 206          | chaise VISITEUR en PU noir accoudoir cuir + metal ref: 89708   | 2           |
| 207          | ARMOIRE CLASSEUR EN BOIS+ VITRE 3 COMPARTIMENTS SUBDIVISES EN PETITES ÉTAGÈRES : BRICOLUX <b>(AU SECRETARIAT)</b>  | 1           |
| 208          | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | 2           |
| 209          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD  | 1           |
| <b>LOT 3</b> | <b>BUREAU DES DEUX ADJOINTS AU MAIRE, SG &amp; RM</b>  |             |
| 301          | BUREAU DIRECTEUR PLATEAU ET VOILE EN BOIS IROKO ou similaire AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + RETOUR 122X58X73 DE 3 COMPARTIMENTS PLATEAU ET VOILE EN BOIS LAQUE ET AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + 1 CAISSON DE 3 TIROIRS 54X49X64CM A37 | 4           |
| 302          | CHAISE DIRECTEUR 601BEN SIMILI CUIR ROULANTE + ACC. EN BOIS ET CUIR  | 4           |
| 303          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX   | 4           |
| 304          | COFFRE-FORT AEKAYS MONEY SAFE 63CM WITH 02 METALS DIGITAL LOCK, 80KGS dans le bureau du RM   | 1           |
| 305          | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS   | 8           |
| 306          | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | 4           |
| 307          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD  | 4           |
| <b>LOT 4</b> | <b>BUREAUX DES CADRES, ETAT CIVIL ET AUTRES BUREAUX</b>  |             |
| 401          | BUREAU EN BOIS IROKO ou similaire + RETOUR 3 COMPARTIMENTS + 4 CAISSONS 1610   | 10          |
| 402          | FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267   | 20          |
| 403          | CHAISE VISITEUR EN CUIR VERNIS NOIR ASSISE EN PU MARRON REF: 92905   | 15          |
| 404          | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | 5           |
| 405          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX <b>( ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE)</b>   | 2           |
| 406          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD <b>( ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE)</b>  | 2           |
| <b>LOT 5</b> | <b>SALLE DES ACTES, SALLE DE FETES</b>   |             |
| 501          | Table d'estrade de 15 places en bois massif et surface revêtu de simili cuir noir code dg111   | 1           |
| 502          | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 AVEC ACCOUDOIRS EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES SIMILI CUIR (président de séance)  | 1           |
| 503          | CHAISE DE BANQUET SOLIDE CB-002 ASSISE ET DOSSIER EN TISSU CLR: OR ET CONTOUR EN FER   | 200         |
| <b>LOT 6</b> | <b>SALLE DE REUNION</b>  |             |
| 601          | TABLE DE CONFERENCE MODULABLE DE 30 PLACES ASSISES EN IROKO ou similaire AVEC SOUS MAIN EN SIMILI CUIR PIETEMENT EN PANNEAU LAQUE  | 1           |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX   | QTES MARCHÉ |
|--------------|---|-------------|
|              | DE LARGUEUR HAUTEUR + 30 CHAISES REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR   |             |
| <b>LOT 7</b> | <b>HALL D'ENTREE</b>  |             |
| 701          | BUREAU ACCUEIL PLATEAU ET VOILE EN IROKO ou similaire PIETINEMENT EN PANNEAU LAQUE DE COULEUR NOIR BDI 200X170CM AVEC TIROIRS SECURISES BOIS DIVERS VERNIS (GRENIER DE DECOR)   | 1           |
| 702          | BANC D'ATTENTE 5 PLACES METAL PVC BLEU CV-M03PU   | 2           |
| 703          | CHAISE POUR AGENT D'ACCEUIL en PU noir accoudoir cuir + métal réf: 89708  | 1           |
| <b>LOT 8</b> | <b>EQUIPEMENTS DIVERS</b>   |             |
| 801          | FOURNITURE ET POSE STORES dans les bureaux, salles des actes, salles de conférence, salles des actes A BANDES VERTICALES TISSU SIMPLE POUR FENETRES DE HAUTEUR 2,3 m y compris kit de rails et toutes sujétions de pose   | 80          |
| 802          | classeur de bureau de petit modèle 02 battants vitrés sur la partie du dessus et 02 battants pleins vers le bas 04 coffres de rangements 80x175x37 pour salle des archives  | 2           |
| 803          | Ensemble sonorisation (2 Enceintes 3 voies de 600w chacune Enceinte Sono Bass Reflex à 3 voies - Excellente sonorité reproduisant des graves précises - Boomer 12po/30cm à haut rendement - Filtre de fréquences - Grille métallique complète - Equipée de poignées et d'une embase pour montage sur un support - Dimensions: 58 x 37 x 31cm - Poids: 11kg )- Amplificateur sono Ventilé de 2x480w - Table de mixage DJ21USBMKII - 2 câbles HP speakon et un câble RCA/JACK offerts permettant de raccorder aussi bien le PC que la Tablette ou Smartphone – 4 micros- Desktop All in One Core i5 500 Go SSD)- <b>4 Microphones – 2 Microballadeurs</b> | 1           |
| 804          | Photocopieur Canon multifonction IR2520 + CRV1 AV1 ou équivalent  | 1           |
| 805          | Climatiseur SPLIT JET COOL 18M BTU 1,5 CV dans le bureau du Maire et à la salle de conférence   | 5           |
| 806          | GROUPE ELECT. 15000TE 12.5 KVA SDMO avec inverseur  | 1           |

N.B. : ces spécifications constituent un minimum et le soumissionnaire dans sa proposition d'amélioration ne peut aller au-delà du changement de l'enveloppe financière.



**PIÈCE N° 06 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)**

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX   | UNITE | PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES | PRIX UNITAIRE EN LETTRES |
|--------------|---|-------|---------------------------|--------------------------|
| <b>LOT 1</b> | <b>CABINET DU MAIRE</b>   |       |                           |                          |
| 101          | Bureau Directeur prestige 2,25X1,06X0,75M IROKO ou similaire AVEC RETOUR 1,10X0,50X0,70M AVEC 2 OUVERTURES COULISSANTE PLATEAU ET VOILE EN BOIS MASSIF LAMELLE-COLLE SAPELLI PIETINEMENT INTEGRE EN PANNEAU LAQUE DE MARRON FONCE + CAISSON DE 03 TIROIRS | U     |                           |                          |
| 102          | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES (CONFORT HOUSE)   | U     |                           |                          |
| 103          | CLASSEUR DE RANGEMENT 2 GRANDS BATTANTS ET 2 PETITS BATTANTS + 2 ETAGES AR-535B BOIS IROKO  | U     |                           |                          |
| 104          | SALON EN CUIR REMBOUREE 100% 6 PLACES 3+1+2 Couleur au choix du Maitre d'Ouvrage y compris moquette et guéridon de 0,60x0,90  | FF    |                           |                          |
| 105          | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 55" y compris meuble TV   | FF    |                           |                          |
| 106          | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | U     |                           |                          |
| 107          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER   | U     |                           |                          |
| 108          | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS  | U     |                           |                          |
| 109          | CAFETIERE ELECTRIQUE 2L 1000W NOIRE   | U     |                           |                          |
| 110          | REFRIGERATEUR GIC-131-SLQ 90L GRIS  | U     |                           |                          |
| 111          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD   | U     |                           |                          |
| <b>LOT 2</b> | <b>SECRETARIAT PARTICULIER ET SALLE D'ATTENTE DU MAIRE</b>  |       |                           |                          |
| 201          | Fourniture et pose d'un salon 100% cuir 3+2+1+1 "A43" clr couleur au choix du maitre d'ouvrage y compris guéridon de 0,60x0,90 ( <b>salle d'attente</b> )   | U     |                           |                          |
| 202          | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 43" y compris meuble TV   | U     |                           |                          |
| 203          | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | U     |                           |                          |
| 204          | CHAISE SECRETAIRE C34 ROULANTE EN TISSU GRILLAGE NOIR DOS HAUT + ACCOUDOIRS PVC   | U     |                           |                          |
| 205          | BUREAU SECRETAIRE 160X80X76CM MARRON REF:B6F16+BF03 SFP/CARL/00023/2C ( <b>AU SECRETARIAT</b> ) BOIS IROKO ou similaire   | U     |                           |                          |
| 206          | chaise VISITEUR en PU noir accoudoir cuir + metal ref: 89708  | U     |                           |                          |
| 207          | ARMOIRE CLASSEUR EN BOIS+ VITRE 3 COMPARTIMENTS SUBDIVISES EN PETITES ÉTAGÈRES : BRICOLUX ( <b>AU SECRETARIAT</b> )   | U     |                           |                          |
| 208          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER   | U     |                           |                          |
| 209          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD   | U     |                           |                          |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX  | UNITE | PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES | PRIX UNITAIRE EN LETTRES |
|--------------|--|-------|---------------------------|--------------------------|
| <b>LOT 3</b> | <b>BUREAU DES DEUX ADJOINTS AU MAIRE, SG &amp; RM</b>  |       |                           |                          |
| 301          | BUREAU DIRECTEUR PLATEAU ET VOILE EN BOIS IROKO ou similaire AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + RETOUR 122X58X73 DE 3 COMPARTIMENTS PLATEAU ET VOILE EN BOIS LAQUE ET AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + 1 CAISSON DE 3 TIROIRS 54X49X64CM A37 | U     |                           |                          |
| 302          | CHAISE DIRECTEUR 601BEN SIMILI CUIR ROULANTE + ACC. EN BOIS ET CUIR  | U     |                           |                          |
| 303          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX   | U     |                           |                          |
| 304          | COFFRE-FORT AEKAYS MONEY SAFE 63CM WITH 02 METALS DIGITAL LOCK, 80KGS dans le bureau du RM   | U     |                           |                          |
| 305          | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVELUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS   | U     |                           |                          |
| 306          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | U     |                           |                          |
| 307          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD  | U     |                           |                          |
| <b>LOT 4</b> | <b>BUREAUX DES CADRES, ETAT CIVIL ET AUTRES BUREAUX</b>  |       |                           |                          |
| 401          | BUREAU EN BOIS IROKO ou similaire + RETOUR 3 COMPARTIMENTS + 4 CAISSONS 1610   | U     |                           |                          |
| 402          | FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267   | U     |                           |                          |
| 403          | CHAISE VISITEUR EN CUIR VERNIS NOIR ASSISE EN PU MARRON REF: 92905   | U     |                           |                          |
| 404          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | U     |                           |                          |
| 405          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX ( <b>ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE</b> )  | U     |                           |                          |
| 406          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD ( <b>ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE</b> )   | U     |                           |                          |
| <b>LOT 5</b> | <b>SALLE DES ACTES, SALLE DE FETES</b>   |       |                           |                          |
| 501          | Table d'estrade de 15 places en bois massif et surface revêtu de simiiii cuir noir code dg111  | U     |                           |                          |
| 502          | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 AVEC ACCOUDOIRS EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES SIMILI CUIR (président de séance)  | U     |                           |                          |
| 503          | CHAISE DE BANQUET SOLIDE CB-002 ASSISE ET DOSSIER EN TISSU CLR: OR ET CONTOUR EN FER   | U     |                           |                          |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX   | UNITE | PRIX UNITAIRE EN CHIFFRES | PRIX UNITAIRE EN LETTRES |
|--------------|---|-------|---------------------------|--------------------------|
| <b>LOT 6</b> | <b>SALLE DE REUNION</b>   |       |                           |                          |
| 601          | TABLE DE CONFERENCE MODULABLE DE 30 PLACES ASSISES EN IROKO ou similaire AVEC SOUS MAIN EN SIMILI CUIR PIETEMENT EN PANNEAU LAQUE DE LARGUEUR HAUTEUR + 30 CHAISES REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR   | Ens   |                           |                          |
|              | <b>SOUS-TOTAL SALLE DE REUNION</b>  |       |                           |                          |
| <b>LOT 7</b> | <b>HALL D'ENTREE</b>  |       |                           |                          |
| 701          | BUREAU ACCUEIL PLATEAU ET VOILE EN IROKO ou similaire PIETINEMENT EN PANNEAU LAQUE DE COULEUR NOIR BDI 200X170CM AVEC TIROIRS SECURISES BOIS DIVERS VERNIS (GRENIER DE DECOR)   | U     |                           |                          |
| 702          | BANC D'ATTENTE 5 PLACES METAL PVC BLEU CV-M03PU   | U     |                           |                          |
| 703          | CHAISE POUR AGENT D'ACCEUIL en PU noir accoudoir cuir + metal ref: 89708  | U     |                           |                          |
| <b>LOT 8</b> | <b>EQUIPEMENTS DIVERS</b>   |       |                           |                          |
| 801          | FOURNITURE ET POSE STORES dans les bureaux, salles des actes, salles de conférence, salles des actes A BANDES VERTICALES TISSU SIMPLE POUR FENETRES DE HAUTEUR 2,3 m y compris kit de rails et toutes sujétions de pose   | MI    |                           |                          |
| 802          | Classeur de bureau de petit modèle 02 battants vitrés sur la partie du dessus et 02 battants pleins vers le bas 04 coffres de rangements 80x175x37 pour salle des archives  | U     |                           |                          |
| 803          | Ensemble sonorisation (2 Enceintes 3 voies de 600w chacune Enceinte Sono Bass Reflex à 3 voies - Excellente sonorité reproduisant des graves précises - Boomer 12po/30cm à haut rendement - Filtre de fréquences - Grille métallique complète - Equipée de poignées et d'une embase pour montage sur un support - Dimensions: 58 x 37 x 31cm - Poids: 11kg )- Amplificateur sono Ventilé de 2x480w - Table de mixage DJ21USBMKII - 2 câbles HP speakon et un câble RCA/JACK offerts permettant de raccorder aussi bien le PC que la Tablette ou Smartphone – 4 micros-Desktop All in One Core i5 500 Go SSD) <b>4 Microphones – 2 Microballadeurs</b> | Ff    |                           |                          |
| 804          | Photocopieur multifonction IR2520 + CRV1 AV1  | U     |                           |                          |
| 805          | Climatiseur SPLIT 18M BTU 2,5 CV dans le bureau du Maire et à la salle de conférence  | U     |                           |                          |
| 806          | GROUPE ELECT15000TE 12.5 KVA SDMO avec inverseur  | U     |                           |                          |

**PIÈCE N° 07 : CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF (DQE)**

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX   | U  | QTE | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL |
|--------------|---|----|-----|---------------|------------|
| <b>LOT 1</b> | <b>CABINET DU MAIRE</b>   |    |     |               |            |
| 101          | Bureau Directeur prestige 2,25X1,06X0,75M IROKO ou similaire AVEC RETOUR 1,10X0,50X0,70M AVEC 2 OUVERTURES COULISSANTE PLATEAU ET VOILE EN BOIS MASSIF LAMELLE-COLLE SAPELLI PIETINEMENT INTEGRE EN PANNEAU LAQUE DE MARRON FONCE + CAISSON DE 03 TIROIRS | U  | 1   |               |            |
| 102          | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES (CONFORT HOUSE)   | U  | 1   |               |            |
| 103          | CLASSEUR DE RANGEMENT 2 GRANDS BATTANTS ET 2 PETITS BATTANTS + 2 ETAGES AR-535B BOIS IROKO  | U  | 1   |               |            |
| 104          | SALON EN CUIR REMBOUREE 100% 6 PLACES 3+1+2 Couleur au choix du Maitre d'Ouvrage y compris moquette et guéridon de 0,60x0,90  | FF | 1   |               |            |
| 105          | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 55" SMART ou similaire y compris meuble TV  | FF | 1   |               |            |
| 106          | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | U  | 1   |               |            |
| 107          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER   | U  | 1   |               |            |
| 108          | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS  | U  | 2   |               |            |
| 109          | CAFETIERE ELECTRIQUE 2L 1000W NOIRE   | U  | 1   |               |            |
| 110          | REFRIGERATEUR GIC-131-SLQ 90L GRIS  | U  | 1   |               |            |
| 111          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD   | U  | 1   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL CABINET DU MAIRE</b>  |    |     |               |            |
| <b>LOT 2</b> | <b>SECRETARIAT PARTICULIER ET SALLE D'ATTENTE DU MAIRE</b>  |    |     |               |            |
| 201          | Fourniture et pose d'un salon 100% cuir 3+2+1+1 "A43" clr couleur au choix du maitre d'ouvrage y compris guéridon de 0,60x0,90 ( <b>salle d'attente</b> )   | U  | 1   |               |            |
| 202          | TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 43" SMART ou similaire y compris meuble TV  | U  | 1   |               |            |
| 203          | REGULAUTEUR DE TENSION 2000 VA  | U  | 1   |               |            |
| 204          | CHAISE SECRETAIRE C34 ROULANTE EN TISSU GRILLAGE NOIR DOS HAUT + ACCOUDOIRS PVC   | U  | 1   |               |            |
| 205          | BUREAU SECRETAIRE 160X80X76CM MARRON REF:B6F16+BF03 SFP/CARL/00023/2C ( <b>AU SECRETARIAT</b> ) BOIS IROKO ou similaire   | U  | 1   |               |            |
| 206          | chaise VISITEUR en PU noir accoudoir cuir + métal ref: 89708  | U  | 2   |               |            |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX  | U | QTE | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL |
|--------------|--|---|-----|---------------|------------|
| 207          | ARMOIRE CLASSEUR EN BOIS+ VITRE 3 COMPARTIMENTS SUBDIVISES EN PETITES ÉTAGÈRES : BRICOLUX (AU SECRETARIAT)   | U | 1   |               |            |
| 208          | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | U | 2   |               |            |
| 209          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD  | U | 1   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL SALLE D'ATTENTE ET SECRETARIAT DU MAIRE</b>  |   |     |               |            |
| <b>LOT 3</b> | <b>BUREAU DES DEUX ADJOINTS AU MAIRE, SG &amp; RM</b>  |   |     |               |            |
| 301          | BUREAU DIRECTEUR PLATEAU ET VOILE EN BOIS IROKO ou similaire AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + RETOUR 122X58X73 DE 3 COMPARTIMENTS PLATEAU ET VOILE EN BOIS LAQUE ET AVEC PIETEMENT PANNEAU INTEGRE + 1 CAISSON DE 3 TIROIRS 54X49X64CM A37 | U | 4   |               |            |
| 302          | CHAISE DIRECTEUR 601BEN SIMILI CUIR ROULANTE + ACC. EN BOIS ET CUIR  | U | 4   |               |            |
| 303          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX   | U | 4   |               |            |
| 304          | COFFRE-FORT AEKAYS MONEY SAFE 63CM WITH 02 METALS DIGITAL LOCK, 80KGS dans le bureau du RM   | U | 1   |               |            |
| 305          | CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS   | U | 8   |               |            |
| 306          | RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER  | U | 4   |               |            |
| 307          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD  | U | 4   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL BUREAUX DES ADJOINTS AU MAIRE, SG &amp; RM</b>   |   |     |               |            |
| <b>LOT 4</b> | <b>BUREAUX DES CADRES, ETAT CIVIL ET AUTRES BUREAUX</b>  |   |     |               |            |
| 401          | BUREAU EN BOIS IROKO ou similaire + RETOUR 3 COMPARTIMENTS + 4 CAISSONS 1610   | U | 10  |               |            |
| 402          | FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267   | U | 20  |               |            |
| 403          | CHAISE VISITEUR EN CUIR VERNIS NOIR ASSISE EN PU MARRON REF: 92905   | U | 15  |               |            |

| N° PRIX      | DESIGNATION DES TRAVAUX   | U   | QTE | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL |
|--------------|---|-----|-----|---------------|------------|
| 404          | RALLONGE 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER   | U   | 5   |               |            |
| 405          | CLASSEUR DE BUREAU PETIT MODELE 2 BATTANTS VITRES SUR LA PARTIE DU DESSUS ET 2 BATTANTS PLEINS VERS LE BAS 4 COFFRES DE RANGEMENT 80 X 175 X 37 : BRICOLUX ( ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE)                             | U   | 2   |               |            |
| 406          | Desktop All in One Core i5 500 Go SSD ( ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE)  | U   | 2   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL BUREAUX DES CADRES</b>  |     |     |               |            |
| <b>LOT 5</b> | <b>SALLE DES ACTES, SALLE DE FETES</b>  |     |     |               |            |
| 501          | Table d'estrade de 15 places en bois massif et surface revêtu de simillii cuir noir code dg111  | U   | 1   |               |            |
| 502          | FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 AVEC ACCOUDOIRS EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES SIMILI CUIR (président de séance)   | U   | 1   |               |            |
| 503          | CHAISE DE BANQUET SOLIDE CB-002 ASSISE ET DOSSIER EN TISSU CLR: OR ET CONTOUR EN FER  | U   | 200 |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL SALLE DES ACTES</b>   |     |     |               |            |
| <b>LOT 6</b> | <b>SALLE DE REUNION</b>   |     |     |               |            |
| 601          | TABLE DE CONFERENCE MODULABLE DE 30 PLACES ASSISES EN IROKO ou similaire AVEC SOUS MAIN EN SIMILI CUIR PIETEMENT EN PANNEAU LAQUE DE LARGUEUR HAUTEUR + 30 CHAISES REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR                   | Ens | 1   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL SALLE DE REUNION</b>  |     |     |               |            |
| <b>LOT 7</b> | <b>HALL D'ENTREE</b>  |     |     |               |            |
| 701          | BUREAU ACCUEIL PLATEAU ET VOILE EN IROKO ou similaire PIETINEMENT EN PANNEAU LAQUE DE COULEUR NOIR BDI 200X170CM AVEC TIROIRS SECURISES BOIS DIVERS VERNIS (GRENIER DE DECOR)   | U   | 1   |               |            |
| 702          | BANC D'ATTENTE 5 PLACES METAL PVC BLEU CV-M03PU   | U   | 2   |               |            |
| 703          | CHAISE POUR AGENT D'ACCEUIL en PU noir accoudoir cuir + metal ref: 89708  | U   | 1   |               |            |
|              | <b>SOUS-TOTAL SALLE DE REUNION</b>  |     |     |               |            |
| <b>LOT 8</b> | <b>EQUIPEMENTS DIVERS</b>   |     |     |               |            |
| 801          | FOURNITURE ET POSE STORES dans les bureaux, salles des actes, salles de conférence, salles des actes A BANDES VERTICALES TISSU SIMPLE POUR FENETRES DE HAUTEUR 2,3 m y compris kit de rails et toutes sujétions de pose | ml  | 80  |               |            |

| N° PRIX  | DESIGNATION DES TRAVAUX   | U  | QTE | PRIX UNITAIRE | PRIX TOTAL |
|----------|---|----|-----|---------------|------------|
| 802      | Classeur de bureau de petit modèle 02 battants vitrés sur la partie du dessus et 02 battants pleins vers le bas 04 coffres de rangements 80x175x37 pour salle des archives  | U  | 2   |               |            |
| 803      | Ensemble sonorisation (2 Enceintes 3 voies de 600w chacune Enceinte Sono Bass Reflex à 3 voies - Excellente sonorité reproduisant des graves précises - Boomer 12po/30cm à haut rendement - Filtre de fréquences - Grille métallique complète - Equipée de poignées et d'une embase pour montage sur un support - Dimensions: 58 x 37 x 31cm - Poids: 11kg )- Amplificateur sono Ventilé de 2x480w - Table de mixage DJ21USBMKII - 2 câbles HP speakon et un câble RCA/JACK offerts permettant de raccorder aussi bien le PC que la Tablette ou Smartphone – 4 micros-Desktop All in One Core i5 500 Go SSD) <b>4 Microphones – 2 Microballadeurs</b> | ff | 1   |               |            |
| 804      | Photocopieur multifonction IR2520 + CRV1 AV1  | U  | 1   |               |            |
| 805      | Climatiseur SPLIT JET COOL 18M BTU 2,5 CV dans le bureau du Maire et à la salle de conférence   | U  | 5   |               |            |
| 806      | GROUPE ELECT 15000TE 12.5 KVA SDMO avec inverseur   | U  | 1   |               |            |
|          | <b>SOUS-TOTAL EQUIPEMENTS DIVERS</b>  |    |     |               |            |
| <b>A</b> | <b>TOTAL GENERAL HT</b>   |    |     |               |            |
| <b>B</b> | TVA (19,25%)  |    |     |               |            |
| <b>C</b> | AIR (2,2 ou 5,5%)   |    |     |               |            |
| <b>D</b> | <b>NET A MANDATER (A-C)</b>   |    |     |               |            |
| <b>E</b> | <b>MONTANT TTC (A+B)</b>  |    |     |               |            |

**ARRETE LE PRESENT DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF**

.....HT

.....TTC

NB : Les prix des fournitures sont fermes et non révisables

Les prix unitaires doivent être précis en chiffres et en toutes lettres

Nom du soumissionnaire..... ;

Signature.....;

Date.....;

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**PIÈCE N° 08 : CADRE DU SOUS DÉTAIL DES PRIX UNITAIRES (SDPU)**

SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES

| N° | Désignation | Coût d'achat | Transport | Coût commande | Frais de livraison | Marge | Prix unitaire |
|----|-------------|--------------|-----------|---------------|--------------------|-------|---------------|
|    |             |              |           |               |                    |       |               |
|    |             |              |           |               |                    |       |               |
|    |             |              |           |               |                    |       |               |
|    |             |              |           |               |                    |       |               |

Nom du soumissionnaire.....

Signature.....

Date.....

**PIÈCE N° 09 : MODÈLE DE MARCHÉ**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail -Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA

COMMUNE D'ESSE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work -Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU-ET-AFAMBA DIVISION

ESSE COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

MARCHE N° ...../M/ COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026

Passée après Avis d'Appel d'Offre

N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU .....

**Maître d'Ouvrage : Maire de la Commune d'Esse**

**TITULAIRE:** .....

B.P: \_\_\_\_\_ tél. : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_, Fax : \_\_\_\_\_

N° R.C: \_\_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_\_

N° Compte bancaire : \_\_\_\_\_ à la banque \_\_\_\_\_ agence de \_\_\_\_\_

**OBJET :** Équipement de l'hôtel de ville de la Commune d'Esse, dans le DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA

**LIEU DE LIVRAISON ET INSTALLATION :** Hôtel de ville D'ESSE

**DELAI D'EXECUTION:** Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires

**MONTANT EN FCFA :**

|                |  |
|----------------|--|
| TTC            |  |
| HTVA           |  |
| T.V.A (19,25%) |  |
| AIR (.....%)   |  |
| Net à mandater |  |

**FINANCEMENT:** Budget FEICOM/Commune d'Esse, EXERCICE 2025 et SUIVANT

SOUSCRIT, LE .....

SIGNE, LE.....

NOTIFIE, LE.....

ENREGISTRE, LE.....

ENTRE

L'Etat du Cameroun représentée par le Maire de la Commune d'Esse

Ci-après dénommé « l'Autorité Contractante »,

**D'UNE PART,**

**ET**

-----

B.P: \_\_\_\_\_ tél. : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_, Fax : \_\_\_\_\_

N° R.C: \_\_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_\_

N° Compte bancaire : \_\_\_\_\_ à la banque \_\_\_\_\_ agence de \_\_\_\_\_

Représentée par \_\_\_\_\_, son Promoteur,

Ci-après dénommé « Le Co-contractant »,

**D'AUTRE PART.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

**MARCHE N° \_\_\_\_\_/M/COM- ESSE/SG/SIGAMP/2026**

Passée après Avis d'Appel d'Offre National Ouvert

N° \_\_\_\_\_/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU \_\_\_\_\_

**Avec \_\_\_\_\_, pour l'équipement de l'hôtel de ville de la Commune d'Esse, dans le  
DEPARTEMENT DE LA MEFOU-ET-AFAMBA**

**DELAI D'EXECUTION:** Quatre-vingt-dix (90) jours calendaires

**LIEU DE LIVRAISON ET INSTALLATION :** Hôtel de ville D'ESSE ;

**Montant de la Lettre-Commande en FCFA:**

|                |  |
|----------------|--|
| TTC            |  |
| HTVA           |  |
| T.V.A (19,25%) |  |
| AIR (.....%)   |  |
| Net à mandater |  |

**Visas et signatures**

|  |
|--|
| <b>Lu et accepté par le Cocontractant</b>                                  |
| ESSE, le .....   |
| <b>Signé par le Maire de la Commune d'Esse<br/>(Autorité Contractante)</b> |
| ESSE, le.....  |
| <b>ENREGISTREMENT</b>  |

**PIÈCE N° 10 :**

***MODÈLE DE DOCUMENTS À UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES***

## FORMULAIRE DE SOUMISSION

### *EQUIPEMENT DE L'HÔTEL DE VILLE D'ESSE - EXERCICE 2025 et SUIVANT*

#### **Monsieur le Maire de la Commune d'Esse,**

Je (nous) soussigné(s) (1) (2) \_\_\_\_\_

(Nom, prénom, profession, nationalité et domicile)

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces de l'Avis d'Appel d'Offre pour la fourniture et l'installation des équipements de l'Hôtel de ville D'ESSE et après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés des fournitures, me (nous) soumetts (soumettons) et m' (nous) engage (engageons) à fournir conformément aux clauses et conditions du Dossier de Consultation, moyennant la somme de :

(FCFA HT) \_\_\_\_\_ (en toutes lettres)  
( \_\_\_\_\_ ) (en chiffres)

Et de :

(FCFA TTC) \_\_\_\_\_ (en toutes lettres)  
( \_\_\_\_\_ ) (en chiffres)

Je m'engage (nous nous engageons) si ma (notre) soumission est retenue, à exécuter le marché dans un délai de \_\_\_\_\_ (\_\_) mois.

Je m'engage (nous nous engageons) à maintenir le montant de ma (notre) soumission pendant une période de 90 jours à compter de la date de remise des offres.

Je demande (nous demandons) que les sommes dues au titre de livraison me (nous) soient payées par crédit du

compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom de \_\_\_\_\_

dans les livres de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Sont annexés à la présente soumission les documents qui, conformément aux stipulations du Dossier de Consultation, doivent être joints à la soumission y compris le cautionnement de soumission.

Fait à ..... le .....

Le(s) soumissionnaire(s)

Signature(s)

(1) Pour les associés, indiquer :

« la société \_\_\_\_\_ »

(raison sociale ou dénomination, forme, nationalité et siège social)

« Représentée par le soussigné \_\_\_\_\_ »

(nom, prénoms, qualité)

(2) Pour les groupements sans personnalité juridique, indiquer :

« Nous, soussignés \_\_\_\_\_ »

(pour chacun : nom, prénoms, ou raison sociale, profession, nationalité et domicile du siège social).

« Constitués en groupement des sociétés pour l'exécution du présent marché, nous nous engageons solidairement \_\_\_\_\_ »

**MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER**

Je soussigné \_\_\_\_\_

Adresse et localisation : \_\_\_\_\_

Ayant pris connaissance du contenu de l'Avis d'Appel d'Offre National Ouvert N° \_\_\_\_/AONO/C-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU \_\_\_\_\_ pour l'équipement de l'hôtel de ville D'ESSE, confirme par la présente ma soumission.

En foi de quoi, la présente déclaration est faite pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

(Signature)

**MODELE DE CAUTIONNEMENT**  
**(GARANTIE BANCAIRE POUR SOUMISSION)**

(Banque)

Référence de la caution : N° \_\_\_\_\_

**A Monsieur le Maire de la Commune d'Esse**

L'entreprise \_\_\_\_\_ (soumissionnaire) remet en date du \_\_\_\_\_ auprès de l'administration une offre pour la fourniture des équipements à l'hôtel de ville D'ESSE.

A cet effet, et en accord avec les conditions dans le Dossier de Consultation le soumissionnaire doit présenter au Maire de la Commune d'Esse, une garantie de soumission s'élevant à un montant de un million six cent mille (1 400.000) francs CFA.

Par la présente garantie, nous soussignons, \_\_\_\_\_ (Banque), sommes vis-à-vis du Maire de la Commune d'Esse engagé par le soumissionnaire pour la somme de un million six cent mille (1 400.000) francs CFA.

Par la présente, nous nous engageons irrévocablement et en renonçant à toutes discussions à verser, à la première demande écrite et sans délai, le montant de la caution sur le compte indiqué par l'administration, dès que celle-ci, à travers les personnalités autorisées, nous informant par écrit que le soumissionnaire ne respecte pas l'engagement que constitue son offre.

La demande de paiement de main levée de la garantie devra être signée par le Maire de la Commune d'Esse

La présente caution sera libérée au plus tard 30 (trente) jours après l'expiration de la présente validité des offres ou dans le cas où l'entreprise serait attributaire du contrat, après constitution de la garantie de bonne exécution.

La loi ainsi que la juridiction applicable à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature(s)

**MODELE DE CAUTIONNEMENT BONNE EXECUTION DEFINITIF**  
**(GARANTIE DE BONNE EXECUTION)**

(Banque)

Référence de la caution : N° \_\_\_\_\_

**A Monsieur le Maire de la Commune d'Esse**

**CAUTIONNEMENT DE BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS**

Nous Banque \_\_\_\_\_ avons été informés qu'entre la Commune d'Esse et \_\_\_\_\_ agissant en tant que prestataire, un contrat sera conclu pour l'équipement de l'hôtel de ville D'ESSE.

Conformément aux dispositions du Marché n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, le prestataire est tenu de remettre à Monsieur le Maire de la Commune d'Esse une caution bancaire de garantie de bonne exécution des prestations, couvrant les garanties, engagements et autres obligations incombant au prestataire du fait de contrat, d'un montant égal à 1,5% du montant TTC du contrat, soit \_\_\_\_\_ Francs CFA.

Nous, Banque \_\_\_\_\_, nous engageons irrévocablement et sans bénéfice de discussion, par la présente, à payer en faveur de la Commune d'Esse, à la première demande écrite de Monsieur le Maire de la Commune d'Esse et dans un délai de \_\_\_\_\_ jusqu'à concurrence du montant de la présente caution, soit \_\_\_\_\_ toutes les sommes qui pourraient être dues par le prestataire du fait que celui-ci ne remplirait pas une ou plusieurs de ses obligations prévues au contrat.

La demande de mise en jeu partielle ou totale de la présente caution fera l'objet d'une lettre justificative recommandée avec accusé de réception et copie à l'entrepreneur formulant clairement et complétant les raisons de sa demande.

Cette lettre devra être signée du Maire de la Commune d'Esse.

La présente caution bancaire entrera en vigueur à la date de notification du contrat au prestataire.

L'original de la présente caution sera conservé par le maire de la Commune d'Esse.

Cette caution sera libérée dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception provisoire.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

La loi ainsi que la juridiction applicable à la garantie sont celles du Cameroun.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature(s)

**PIÈCE N° 11 :**  
***LISTE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES  
FINANCIERS AUTORISÉS À ÉMETTRE DES CAUTIONS DANS  
LE CADRE DES MARCHES PUBLICS***

## **I- BANQUES**

1. Afriland First Bank (AFB), BP: 11 834 Yaoundé;
2. Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun), BP: 4593 Douala;
3. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), Yaoundé ;
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK), BP : 12 962 Douala ;
5. Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), BP : 1 925 Douala ;
6. CITI Bank, BP : 4 571 Douala ;
7. Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4 004 Douala;
8. Crédit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-BANK), BP : 30 388 Yaoundé ;
9. ECOBANK Cameroon (ECOBANK), BP: 582 Douala;
10. National Financial Credit Bank (NFC -Bank), BP: 6 578 Yaoundé;
11. Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300 Douala ;
12. Société Générale Cameroun (SGC), BP : 4 042 Douala ;
13. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), BP: 1 784 Douala;
14. Union Bank of Cameroon, (UBC), BP: 15 569 Douala;
15. United Bank for Africa (UBA), BP: 2 088 Douala.

## **II- COMPAGNIES D'ASSURANCES**

1. Activa Assurances, BP : 12 970 Douala ;
2. AREA Assurances S.A, BP :15 584 Douala ;
3. Atlantique Assurances Cameroun IARDT, BP :3 073 Douala ;
4. Bénéficial General Insurance S.A, BP : 2328 Douala ;
5. Chanas Assurances S.A, BP :109 Douala ;
6. CPA S.A., BP: 54 Douala ;
7. NSIA Assurances S.A., BP : 2 759 Douala ;
8. PRO ASSUR S.A, BP: 5 963 Douala;
9. SAAR S.A, B.P. 1011 Douala ;
10. SAHAM Assurances S.A, BP : 11 315 Douala ;
11. ZENITHE Insurance, BP : 1 540 Douala.

**PIÈCE N° 12 :**

***LISTE DES ENTREPRISES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE  
DEFAILLANTES POUR LES FINANCEMENTS DU  
FEICOM AU PROFIT DES CTD.***

| <b>ENTREPRISES DEFAILLANTES</b>   | <b>BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCE COMPLAISANTES</b>   |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. NANGA COMPAGNY II SARL</li> <li>2. UNIPROVINCE SARL</li> <li>3. BENZ CAM ENERGY SA</li> <li>4. ENCOBAT SARL</li> <li>5. ETRAC</li> <li>6. PENAMA GROUP LTD</li> <li>7. GLOBAL TRADE INTERNATIONAL</li> <li>8. BIBCAM SARL</li> <li>9. ETABLISSEMENTS MASSO</li> <li>10. LACAPES</li> <li>11. ABOUEBA ET SON'S</li> <li>12. MEACAM SARL</li> <li>13. TURKISH</li> <li>14. EBERG SARL</li> <li>15. TRACOCAM SARL</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ACTIVA ASSURANCES SA</li> <li>2. PRO ASSUR</li> <li>3. BENEFICIAL GENERAL INSURANCE</li> <li>4. UNION BANK OF CAMEROON PLC</li> <li>5. AREA ASSURANCES SA</li> </ol> |

***PIECE N° 13 LISTE DES SITES PHYSIQUES DU MARCHE  
INTERIEUR DU BOIS DANS LA REGION DU CENTRE***

| N° | Région | Département   | Arrondissement | Référant                    |
|----|--------|---------------|----------------|-----------------------------|
| 01 | Centre | Nyong et So'o | Mbalmayo       | 676 10 10 90                |
| 02 | Centre | Lekié         | Okola          | 696 18 34 37 / 651 06 60 58 |
| 03 | Centre | Mbam et Kim   | Ntui           | 678 37 35 55                |
| 04 | Centre | Mfoundi       | Yaoundé VI     | 677 96 80 30 / 697 05 10 95 |
| 05 | Centre | Mbam et Kim   | Yoko           | 674 31 16 16                |
| 06 | Centre | Mbam et Kim   | Yoko           | 696 47 15 52 / 677 25 88 12 |
| 07 | Centre | Nyong et So'o | Nkolmetet      | 699 07 05 32/ 675 19 03 55  |

**LISTE DES UNITES DE TRANSFORMATION DE BOIS (UTB) AGREER DE LA REGION  
DU CENTRE**

| UTB                        | Département     | Arrondissement |
|----------------------------|-----------------|----------------|
| YUANG TENG SARL            | Mefou et Afamba | Essazok        |
| FIP CAM                    | Mefou et Afamba | Mfou           |
| HONG YA WOOD INDUSTRY SARL | Mefou et Afamba | Essazok        |
| SHENG JIE SARL             | Mefou et Afamba | Essazok        |
| WEST WOOD SARL             | Mefou et Afamba | Soa            |
| SCC                        | Mefou et Afamba | Awae           |

**PIÈCE N° 14 :    GRILLE D'ÉVALUATION**

I. CRITERES DE CONFORMITE ADMINISTRATIVE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/COM-ESSE/SG/SIGAMP/2026 DU 26 JUIN 2026 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'EQUIPEMENT DE L'HOTEL DE VILLE DE LA COMMUNE D'ESSE, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.

**FINANCEMENT** : BUDGET DU FEICOM, EXERCICE 2025 ET SUIVANTS

**GRILLE D'ÉVALUATION**

| Fiche N°.....   | SOUSSIONNAIRE :   | Téléphone :  |            |
|-----------------|---|--------------|------------|
| <b>A</b>        | <b>PERSONNEL D'ENCADREMENT TECHNIQUE</b>  |              |            |
| <b>A1</b>       | <b>UN MENUISIER</b>   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b> |
| A1.1            | Copie certifiée conforme du Baccalauréat en Ebénisterie   |              |            |
| A1.2            | CV signé et daté  |              |            |
| A1.3            | Attestation de disponibilité  |              |            |
| <b>TOTAL A1</b> | <b>TOTAL DU MENUISIER</b>   | ..... sur 03 |            |
| <b>A2</b>       | <b>UN ELECTROTECHNICIEN</b>   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b> |
| A2.1            | Copie certifiée conforme du diplôme de Technicien en <b>électrotechnique BAC+2</b>  |              |            |
| A2.2            | CV signé et daté  |              |            |
| A2.3            | Attestation de disponibilité  |              |            |
| <b>TOTAL A2</b> | <b>TOTAL DU UN ELECTROTECHNICIEN</b>  | ..... sur 03 |            |
| <b>A3</b>       | <b>UN FRIGORISTE</b>  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b> |
| A3.1            | Copie certifiée conforme du diplôme de brevet professionnel en monteur et dépanneur en froid et climatisation   |              |            |
| A3.2            | CV signé et daté  |              |            |
| A3.3            | Attestation de disponibilité  |              |            |
| <b>TOTAL A3</b> | <b>TOTAL DU FRIGORISTE</b>  | ..... sur 03 |            |
| <b>TOTAL A</b>  | <b>TOTAL DES PERSONNELS D'ENCADREMENT TECHNIQUE</b>   | ..... sur 09 |            |
| <b>B</b>        | <b>REFERENCES DE L'ENTREPRISE DANS LE DOMAINE</b>   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b> |
| B1              | L'entreprise devra fournir une référence générale (première et dernière page des contrats et les procès-verbaux de réception provisoire ou définitif) et une référence similaire qui justifie la réalisation des marchés similaires tels qu'il est décrit dans le Dossier de d'Avis d'Appel d'Offre ; avec un cumul de 35 millions. |              |            |
| B2              | La conformité aux spécifications techniques   |              |            |
| B3              | Le service après-vente  |              |            |
| B4              | Le délai de livraison : quatre-vingt-dix (90) jours   |              |            |
| <b>TOTAL B</b>  | <b>TOTAL REFERENCES</b>   | ..... sur 04 |            |
| <b>C</b>        | <b>SITUATION FINANCIERE (sur 01 critère)</b>  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b> |

|                      |  |              |               |
|----------------------|--|--------------|---------------|
| C1                   | une Capacité Financière délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances et attestant que l'entreprise est capable de préfinancer les travaux à hauteur d'au moins <b>Vingt-cinq millions (25 000 000) Francs CFA</b> |              |               |
| <b>TOTAL C</b>       | <b>TOTAL DE LA SITUATION FINANCIERE</b>  | ..... sur 01 |               |
| <b>D</b>             | <b>ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE (sur 02 critères)</b>  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>    |
| D1                   | CCTP Paraphé et signé  |              |               |
| D2                   | CCAP Paraphé et signé  |              |               |
| <b>TOTAL D</b>       | <b>TOTAL ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE</b>  | ..... sur 02 |               |
| <b>E</b>             | <b>PRESENTATION GENERALE DE L'OFFRE (sur 04 critères)</b>  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>    |
| E1                   | Lisibilité de l'offre  |              |               |
| E2                   | Nombre de copie tel qu'exige le RPAO   |              |               |
| E3                   | Reliure  |              |               |
| E4                   | Intercalaires de couleur   |              |               |
| <b>TOTAL E</b>       | <b>TOTAL PRESENTATION GENERALE DE L'OFFRE</b>  | ..... sur 04 |               |
| <b>RECAPITULATIF</b> |  |              |               |
| <b>A</b>             | <b>TOTAL A</b>   |              | <b>sur 09</b> |
| <b>B</b>             | <b>TOTAL B</b>   |              | <b>sur 04</b> |
| <b>C</b>             | <b>TOTAL C</b>   |              | <b>sur 01</b> |
| <b>D</b>             | <b>TOTAL D</b>   |              | <b>sur 02</b> |
| <b>E</b>             | <b>TOTAL E</b>   |              | <b>sur 04</b> |
|                      | <b>TOTAL GENERAL</b>   |              | <b>sur 20</b> |
|                      | <b>NOMBRE DE « OUI » SUPERIEUR OU EGAL A 70% soit 14 oui sur 20</b>  |              |               |
|                      | <b>DÉCISION (QUALIFIÉ À L'ANALYSE FINANCIÈRE / ÉLIMINÉ)</b><br>:   |              |               |

## II. CRITERES DE CONFORMITE TECHNIQUE

| N° | DESIGNATION  | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|----|--|-------|-----|--------------|
|    |  | OUI   | NON |              |
| A  | Présentation générale de l'offre   |       |     |              |
| F  | Conformité du matériel aux spécifications techniques de l'Avis d'Appel d'Offre |       |     |              |

| N°  | DESIGNATION  | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|-----|--|-------|-----|--------------|
|     |  | OUI   | NON |              |
| 101 | <b>Bureau Directeur prestige 2,25X1,06X0,75M EN BOIS IROKO OU SIMILAIRE AVEC RETOUR 1,10X0,50X0,70M AVEC 2 OUVERTURES COULISSANTE PLATEAU ET VOILE EN BOIS MASSIF LAMELLE-COLLE SAPELLI PIETINEMENT INTEGRE EN PANNEAU LAQUE DE MARRON FONCE + CAISSON DE 03 TIROIRS</b> |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 102 | <b>FAUTEUIL DIRECTEUR A8040 EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES (CONFORT HOUSE)</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 103 | <b>"CLASSEUR DE RANGEMENT 2 GRANDS BATTANTS ET 2 PETITS BATTANTS + 2 ETAGES AR-535B" EN IROKO OU SIMILAIRE</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 104 | <b>SALON EN CUIR REMBOUREE 100% 6 PLACES 3+1+2 Couleur au choix du Maitre d'Ouvrage y compris moquette et guéridon de 0,60x0,90</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 105 | <b>TELEVISEUR ECRAN PLAT LED NUMERIQUE 55" SMART ou similaire y compris meuble TV</b>  |       |     |              |

| N°         | DESIGNATION   | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|------------|---|-------|-----|--------------|
|            |   | OUI   | NON |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>106</b> | <b>REGULATEUR DE TENSION 2000 VA</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>107</b> | <b>RALLONGE APC 5 PRISES SURGE PROTECTOR POWER</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>108</b> | <b>CHAISE VISITEUR EN BOIS MASSIF REMBOUREES REVETUES DE SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS</b>   |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>109</b> | <b>CAFETIERE ELECTRIQUE SEVERIN OU EQUIVALENT 2L 1000W NOIRE</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>110</b> | <b>Réfrigérateur lg gic-131-slq 90l gris</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
|            | <b>Desktop All in One Core i5 500 Go SSD</b>  |       |     |              |
| <b>111</b> | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>201</b> | <b>Fourniture et pose d'un salon 100% cuir 3+2+1+1 "A43" clr couleur au choix du maitre d'ouvrage y compris guéridon de 0,60x0,90 (salle d'attente)</b> |       |     |              |

| N°         | DESIGNATION   | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|------------|---|-------|-----|--------------|
|            |   | OUI   | NON |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>202</b> | <b>Téléviseur écran plat LED numérique 43" smart ou similaire y compris meuble tv</b>   |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>203</b> | <b>Régulateur de tension 2000 VA</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>204</b> | <b>Chaise secrétaire c34 roulante en tissu grillage noir dos haut + accoudoirs pvc</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>205</b> | <b>Bureau secrétaire 160x80x76cm marron réf. : B6F16+BF03 SFP/CARL/00023/2C (AU SECRETARIAT) EN IROKO OU SIMILAIRE</b>                  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>206</b> | <b>Chaise VISITEUR en PU noir accoudoir cuir + métal réf.: 89708</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>207</b> | <b>Armoire classeur en bois+ vitre 3 compartiments subdivises en petites étagères : BRICOLUX (AU SECRETARIAT) EN IROKO OU SIMILAIRE</b> |       |     |              |

| N°         | DESIGNATION   | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|------------|---|-------|-----|--------------|
|            |   | OUI   | NON |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>208</b> | <b>Rallonge APC 5 prises SURGE PROTECTOR power</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>209</b> | <b>Desktop All in One Core i5 500 Go SSD</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques.  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>301</b> | <b>Bureau directeur plateau et voile en BOIS IROKO OU SIMILAIRE avec piètement panneau intègre + retour 122x58x73 de 3 compartiments plateau et voile en bois laque et avec piètement panneau intègre + 1 caisson de 3 tiroirs 54x49x64cm a37</b> |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>302</b> | <b>Chaise directeur 601ben simili cuir roulante + acc. en bois et cuir</b>  |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| <b>303</b> | <b>Classeur de bureau petit modèle 2 battants vitres sur la partie du dessus et 2 battants pleins vers le bas 4 coffres de rangement 80 x 175 x 37 : EN BOIS IROKO OU SIMILAIRE</b>   |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |

| N°  | DESIGNATION   | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|-----|---|-------|-----|--------------|
|     |   | OUI   | NON |              |
| 304 | <b>Coffre-fort aekays money safe 63 cm with 02 metals digital lock, 80kgs dans le bureau du Receveur Municipal</b>      |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois                              |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 305 | <b>Chaise visiteur en bois massif rembourrées revêtues de simili cuir noir avec accoudoirs ou en PU 71x68x103 cm</b>    |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois                              |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 306 | <b>Rallonge apc 5 prises surge protector power</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 307 | <b>Desktop All in One Core i5 500 Go SSD</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 401 | <b>Bureau en bois laque avec dessus en BOIS IROKO OU SIMILAIRE 160x80x75 + retour 3 compartiments + 4 caissons 1610</b> |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois                              |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 402 | <b>Fauteuil de bureau en simili cuir marron roulant +accoudoirs en bois b267</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois                              |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |

| N°  | DESIGNATION  | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|-----|--|-------|-----|--------------|
|     |  | OUI   | NON |              |
| 403 | <b>Chaise visiteur en cuir vernis noir assise en pu marron réf. : 92905</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 404 | <b>Rallonge APC 5 prises SURGE PROTECTOR power</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 405 | <b>Classeur de bureau petit modèle 2 battants vitres sur la partie du dessus et 2 battants pleins vers le bas 4 coffres de rangement 80 x 175 x 37 : BRICOLUX (ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE) EN BOIS IROKO OU SIMILAIRE</b> |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 406 | <b>Desktop All in One Core i5 500 Go SSD ( ETAT CIVIL, SERVICE TECHNIQUE)</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 501 | <b>Table d'estrade de 15 places en bois massif et surface revetu de similli cuir noir code dg111</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 502 | <b>Fauteuil directeur A8040 avec accoudoirs en bois réglable + 5 roues simili cuir (président de séance)</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |

| N°  | DESIGNATION   | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|-----|---|-------|-----|--------------|
|     |   | OUI   | NON |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 503 | <b>Chaise de banquet solide CB-002 assise et dossier en tissu CLR : OR et contour en fer</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 601 | <b>Table de conférence modulable de 30 places assises EN BOIS IROKO OU SIMILAIRE avec sous-main en simili cuir piètement en panneau laque de largeur hauteur + 30 chaises rembourrées revêtues de simili cuir</b> |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 701 | <b>Bureau accueil plateau et voile massif lamellé-collé sapelli piètement en panneau laque de couleur noir bdi 200x170cm avec tiroirs sécurisés bois divers vernis (grenier de décor)</b>                         |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 702 | <b>Banc d'attente 5 places métal pvc bleu cv-m03pu</b>  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |
| 703 | <b>Chaise pour agent d'accueil en pu noir accoudoir cuir + métal réf. : 89708</b>   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)  |       |     |              |

| N°  | DESIGNATION  | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|-----|--|-------|-----|--------------|
|     |  | OUI   | NON |              |
| 801 | Fourniture et pose stores dans les bureaux, salles des actes, salles de conférence, salles des actes à bandes verticales tissu simple pour fenêtres de hauteur 2,3m y compris kit de rails et toutes sujétions de pose   |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 802 | Classeur de bureau de petit modèle 02 battants vitrés sur la partie du dessus et 02 battants pleins vers le bas 04 coffres de rangements 80x175x37 pour salle des archives EN BOIS IROKO OU SIMILAIRE  |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques<br>Spécification de l'essence des bois   |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 803 | Ensemble sonorisation (2 Enceintes 3 voies de 600w chacune Enceinte Sono Bass Reflex à 3 voies - Excellente sonorité reproduisant des graves précises - Boomer 12po/30cm à haut rendement - Filtre de fréquences - Grille métallique complète - Equipée de poignées et d'une embase pour montage sur un support - Dimensions: 58 x 37 x 31cm - Poids: 11kg )- Amplificateur sono Ventilé de 2x480w - Table de mixage DJ21USBMKII - 2 câbles HP speakon et un câble RCA/JACK offerts permettant de raccorder aussi bien le PC que la Tablette ou Smartphone - 4 micros-Desktop All in One Core i5 500 Go SSD)- 4 Microphones - 2 Microballadeurs. |       |     |              |
|     | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|     | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| 804 | Photocopieur Canon multifonction IR2520 + CRV1 AV1 ou équivalent   |       |     |              |

| N°         | DESIGNATION  | NOTES |     | OBSERVATIONS |
|------------|--|-------|-----|--------------|
|            |  | OUI   | NON |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| <b>805</b> | <b>Climatiseur SPLIT JET COOL 18M BTU 2,5 CV dans le bureau du Maire et à la salle de conférence</b> |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |
| <b>806</b> | <b>Groupe électrogène Diesel 15000te 12.5 KVA SDMO avec inverseur</b>                                |       |     |              |
|            | Conformité de l'offre aux spécifications techniques  |       |     |              |
|            | Présentation des spécimens (catalogues...)   |       |     |              |

### III. CRITERES DE CONFORMITE FINANCIERES

| N° ordre | DOCUMENTS DEMANDES  | FOURNI |     | Commentaires et Observations |
|----------|---|--------|-----|------------------------------|
|          |   | OUI    | NON |                              |
| 1-       | la soumission timbrée rédigée selon le modèle joint, timbrée (communal et fiscal) au tarif en vigueur, signée et datée  |        |     |                              |
| 2-       | les bordereaux des prix unitaires   |        |     |                              |
| 3-       | le détail quantitatif et estimatif signé et daté par le soumissionnaire.  |        |     |                              |
| 4-       | le sous détail des prix unitaires   |        |     |                              |
| 5-       | une Capacité Financière délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances et attestant que l'entreprise est capable de préfinancer les travaux à hauteur d'au moins <b>Vingt-cinq millions (25 000 000) Francs CFA.</b> |        |     |                              |

**PIÈCE N° 14 :**

***JUSTIFICATIF DE LA DISPONIBILITE DU FINANCEMENT***



COMMUNE  
ARRIVÉ Le 27/07/2025  
ENREGISTRÉ S/N 388

Yaoundé, 28 JUL 2025

DIRECTION GENERALE I/HEAD OFFICE

25/N° 6688 /L/FEICOM/DG/DIP/DCTD/SDP/AF

LE DIRECTEUR GENERAL, GRAND OFFICIER D  
L'ORDRE NATIONAL DE LA VALEUR  
THE GENERAL MANAGER, GRAND OFFICER OF THE  
NATIONAL ORDER OF VALOUR

A / TO

MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ESSE

ESSE

Objet/Subject : Financement pour l'équipement  
de l'hôtel de ville.

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que lors de la 55<sup>ème</sup> session du Comité de Concours Financiers du FEICOM en faveur des Communes (CCFF-C) tenue le 24 juillet 2025, votre Commune a bénéficié d'un financement à hauteur de 80 000 000 (quatre-vingt millions) Francs CF. TTC, pour l'équipement de l'hôtel de ville.

Aussi, je vous saurais gré des dispositions que vous prendrez pour diligenter la phase d'adjudication de ce projet dans un délai maximum de 140 jours dès réception de la présente, et vous prie de bien vouloir prendre attache avec l'Agence Régionale FEICOM du Centre, en vue de la signature de la convention de financement y relative.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma parfaite considération. /-



*Philippe Bonville Akou*  
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

Copies :

- ✓ Préfet du Département de la Mefou et Afamba ;
- ✓ Agence Régionale FEICOM du Centre.